

RAPPORT
ANNUEL
20
20



**RAPPORT
ANNUEL
2020**

SOMMAIRE

MOTS DU MANAGEMENT	06	I-1 -Contexte	16
Le Mot du Président du Conseil d'Administration	07	1-La présentation de la banque	16
Le Mot du Directeur Général	08	2-L' environnement économique et financier	17
CONSEIL D'ADMINISTRATION	10	3-Les faits marquants de l'exercice	19
La composition du Conseil d'Administration	11	I-2-Activité de la banque	20
Les Comités spécialisés du Conseil d'Administration	11	1-Les chiffres clés	20
COMITÉ DE DIRECTION	12	2-La collecte de l'épargne	21
La Direction Générale	13	3-Le financement de l'économie	26
La présentation du Comité de Direction	13	4-La gestion déléguée des fonds nationaux	30
Les Comités	14	I-3-États financiers	34
I- RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	15	1-L'évolution de la situation bilantielle	36
		2-L'évolution des données de gestion	38
		II- RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	43

MOTS DU MANAGEMENT



LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'environnement économique international a été marqué par la pandémie COVID-19 qui n'a épargné aucun pays.

Des mesures exceptionnelles prises ici et là en vue d'atténuer l'impact sur l'économie et la réduction de la pauvreté ont été largement déployées. Dans la zone UEMOA, la croissance économique a enregistré une forte décélération passant de 6,1% en 2019 à 2,4% en 2020 suite au ralentissement de l'ensemble des chaînes de production. Pour contenir cette évolution, les autorités monétaires ont mis en place un dispositif destiné à accompagner l'activité et soutenir le système bancaire dans l'ensemble de la zone. Au plan national, le gouvernement a eu recours à d'importantes mesures de soutien de la plupart des secteurs de l'économie, concomitamment aux mesures engagées par la BCEAO pour atténuer l'impact de la pandémie sur l'activité économique tout en veillant sur la liquidité du système bancaire. Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de soutien aux entreprises et aux populations vulnérables, l'Etat a confié à la Banque, la gestion de 4 fonds spéciaux dédiés à cet effet.

L'ensemble de ces mesures ont permis de contenir le ralentissement de l'économie dont le taux de croissance à 1,8% en 2020 contre 6,2% en 2019, attestant malgré tout, d'une relative résilience. C'est donc dans cet environnement économique particulièrement difficile que la Banque a déroulé l'avant dernière partie de son plan stratégique.

A l'instar de l'ensemble du système bancaire, elle a dû déployer d'importants efforts budgétaires et financiers pour parer un tant soit peu aux conséquences néfastes de la pandémie et assurer son plan de continuité d'activité.

Plusieurs autres facteurs ont marqué l'année 2020 au niveau de la banque notamment :

- La finalisation des formalités relatives à l'augmentation du capital ;
- La réduction de son portefeuille d'immobilisations hors exploitation ;
- L'ouverture de 6 nouvelles agences, portant l'effectif à 44 agences et 131 guichets automatiques ;
- L'achèvement du centre intégré destiné à accueillir le centre de formation, le centre médical et le back up informatique.

Au plan des activités, l'exercice aura été marqué par un regain du dynamisme déjà observé en 2019 et ce sur tous les compartiments ; c'est ainsi que tous les indicateurs-clés ont enregistré des améliorations notables.

Au total, l'exercice s'est soldé par un résultat positif confortable de 17,6 milliards en forte hausse de 70% par rapport à 2019.

Ce résultat remarquable a été obtenu grâce, d'une part à la poursuite de la politique de maîtrise des charges, malgré les dépenses imprévues générées par la pandémie du covid-19 (mesures barrières et autres distanciations) qui ont nécessité une adaptation brusque des méthodes de travail, et d'autre part, l'intensification de la transformation digitale engagée dès la fin de l'exercice 2018.

Mais tout ceci a été rendu possible grâce à l'adhésion du personnel de la banque au plan stratégique et aux efforts déployés pour donner à la banque le dynamisme dont elle a fait preuve depuis bientôt trois ans.

Ainsi, la Banque s'est progressivement mise en conformité avec le dispositif prudentiel et ce processus devrait être entièrement respecté dès cette année. Elle renoue avec la conformité, avec la réglementation et peut envisager l'avenir sous de meilleurs cieux.

Pour l'avenir, la Banque intensifiera la poursuite de l'assainissement du portefeuille, le recouvrement des créances, la création de nouveaux produits, le processus de digitalisation et le renforcement des fonds propres grâce à une politique de crédit mieux adaptée aux besoins de l'économie. C'est à ce prix, qu'elle renforcera sa place sur le marché bancaire ivoirien.

M. Souleymane CISSE

LE MOT DU **DIRECTEUR GÉNÉRAL**



L'activité économique, au niveau national, bien qu'ayant continué de tirer avantage de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016 - 2020 a connu les conséquences néfastes liées à la crise.

En effet, face à l'ampleur de la crise sanitaire, le Gouvernement a adopté une série de mesures visant à réduire la propagation du virus et à protéger la population. Il s'agit notamment de restrictions d'accès au pays, du confinement de la population, de la distanciation physique et de la fermeture des commerces non essentiels. Cependant, ces mesures de lutte affectent le secteur réel à travers la demande et l'offre de biens et services. Au vu de l'évolution de la conjoncture à fin juin 2020, la croissance reposeraient essentiellement du côté de l'offre sur les secteurs secondaire (+1,6%) et tertiaire (+1,8%). Quant au secteur primaire, il devrait connaître une baisse de 1,3%.

Notre institution à l'instar des autres structures n'a pas échappé aux effets collatéraux de cette pandémie. En l'état, l'influence sur l'organisation de l'entreprise a généré des dépenses inaccoutumées.

Malgré tout, au 31 décembre 2020, la Banque présentait un total bilan de 991 368 millions de FCFA, avec un effectif de 641 agents et 44 agences dont 6 mises en exploitation au cours de l'exercice.

La Banque s'est vue confier la gestion financière de quatre fonds spéciaux dédiés à l'atténuation de l'impact de la pandémie COVID 19 sur les entreprises et les populations vulnérables. Elle a également été amenée à une réorganisation des dispositions pratiques aussi bien sur le plan sanitaire que sur le plan de l'organisation du travail.

Ces dispositions ont été prises en vue de respecter les mesures barrières édictées par le gouvernement. En dehors des effets de la crise de la COVID 19, l'activité de la banque au cours de l'exercice 2020 a été marquées par les faits majeurs suivants :

- Février 2020 ; Finalisation des formalités juridiques d'augmentation du capital de la banque matérialisée par l'entrée de la CNPS.
- Mars 2020 : Lancement du Plan de Continuité d'Activité suite à la pandémie du COVID-19.
- Prise en compte des mesures BCEAO suite à la pandémie du COVID 19
- MAI 2020 : Autorisation donnée par le Conseil d'Administration pour la cession des parts de la BNI dans le capital de La Loyale Vie (LLV)
- AOÛT 2020 ; Validation de la cession des parts de la BNI dans le capital de La Loyale Vie (LLV) par décret pris en Conseil des Ministres le 05/08/2020
- OCT 2020 ; Ouverture de 06 nouvelles agences (SOUBRE, BONON, GRAND BASSAM, RIVIERA3, M'POUTO, PACTE)
- DÉCEMBRE 2020 ; Finalisation des travaux de construction du Centre Intégré.

Au plan comptable la Banque a classé, conformément à l'avis N°011-10-2020 relatif à la prorogation de la période de report d'échéances des créances des établissements de crédits affectées par la pandémie COVID-19, en créances saines dans un compte spécifique jusqu'au 31 décembre 2020, à l'intérieur de la catégorie de créances saines. Le montant global des reports d'échéance est de 20,9 milliards FCFA.

M. Youssouf FADIGA

CONSEIL D'ADMINISTRATION



LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'Administration est composé des onze (11) membres suivants :

Monsieur Souleymane **CISSE**
Administrateur
Président du Conseil d'Administration

Monsieur Emmanuel AHOUTOU
KOFFI
Administrateur
Président du Comité de Rémunérations et de Nominations

Monsieur Maxient **AMANGOUA**
Administrateur

Monsieur Antoine
Kacounseu **MIMBA**
Administrateur
Président du Comité d'Audit

Monsieur Thiékoro
DOUMBIA
Administrateur
Président du Comité de Réflexion Stratégique

Monsieur FANNY Mélessi Morigbey
WOTOUMOU
Administrateur

Monsieur Nicolas **DJIBO**
Administrateur

Monsieur Faman **TOURE**
Administrateur
Président du Comité des Risques

Monsieur Pierre René Magne
WOELFELL
Administrateur
Président du Conseil du Crédit

Monsieur Yetjli Prosper **TOURE**
Administrateur

Monsieur Charles Denis **KOUASSI**
Administrateur

LES COMITES SPECIALISES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration dispose de 5 comités spécialisés :

- Le Comité de Réflexion Stratégique ;
- Le Comité d'Audit ;
- Le Conseil du Crédit ;
- Le Comité de Rémunérations et de Nominations ;
- Le Comité des Risques.

COMITE DE DIRECTION



LA DIRECTION GENERALE

Au cours de l'année 2020, la Direction Générale de la Banque a été assurée par :

Monsieur Youssouf **FADIGA**
Directeur Général

Monsieur Jérôme **AHUA**
Directeur Général Adjoint

Monsieur Daniel Douley **KOUADIO**
Secrétaire Général

LA PRESENTATION DU COMITE DE DIRECTION

Au 31 décembre 2020, le Comité de Direction était composé des membres suivants :



Monsieur Youssouf **FADIGA**
Directeur Général



Monsieur Herman **BOSSE**
Directeur de l'Audit Interne



Monsieur Jérôme **AHUA**
Directeur Général Adjoint



Monsieur Benjamin **BAHONTO**
Directeur de la Conformité et du Contrôle Interne



Monsieur Daniel Douley
KOUADIO
Secrétaire Général



Madame Amélie **KOLANTRIN**
Directrice de l'Organisation



Monsieur Mamadou **SANOGO**
Conseiller du Directeur Général



Monsieur Daniel Kadokan
TIENDAKA
Directeur du Crédit



Monsieur Serge Williams **DIBY**
Conseiller à la sécurité du Directeur Général



Monsieur Bertrand **NIAGNE**
Directeur de la Clientèle Entreprises et des Relations avec les Institutions Financières



Monsieur Raphaël **SEA**
Secrétaire de la Direction Générale



Madame Oumou Henriette
DIALLO
Directrice de la Clientèle des Particuliers et du Réseau



Monsieur Narcisse Roland **ADJET**
Directeur Financier et Comptable



Monsieur Idrissa **COULIBALY**
Directeur de la Gestion du Risque



Monsieur Patrice Karna
COULIBALY
Directeur des Opérations



Monsieur Aliou **MARIKO**
Directeur Juridique et du Contentieux



Monsieur Olivier Ghislain **BOHO**
Directeur des Ressources Humaines



Monsieur Thierry **ASSANDE**
Directeur du Patrimoine, des Moyens Généraux et de la Sécurité



Monsieur Anatole Ollo **NOUFE**
Directeur des Systèmes d'Information



Madame Maya **AKRE WATANABE**
Chef du Département Marchés, Marketing et Communication

Le changement majeur opéré au sein du Comité de Direction au cours de l'exercice 2020 est la nomination de M. Daniel Kadokan TIENDAKA en qualité de Directeur du Crédit en remplacement de M. Jean-Marc GUEI.

II- LES COMITES

La banque enregistre treize (13) Comités qui sont :

- Le Comité de Direction ;
- Le Comité d'Exploitation ;
- Le Comité de Crédit ;
- Le Comité de Gestion actif-passif ;
- Le Comité de Suivi des chantiers et des projets ;
- Le Comité Capital Humain ;
- Le Comité Recouvrement ;
- Le Comité Risque Bancaire ;
- Le Comité Commercial et Marketing ;
- Le Comité IT ;
- Le Comité Engagements ;
- Le Comité de Trésorerie ;
- Le Comité Excellence 2021.

I.RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



I.I CONTEXTE

1- PRÉSENTATION DE LA BANQUE

Née de la volonté des Autorités ivoiriennes d'asseoir le développement de la Côte d'Ivoire sur une Institution forte et crédible, la Banque Nationale d'Investissement (BNI) a été créée en 1959 (par décret n° 59-209 du 21 octobre 1959) sous l'appellation de Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) qui assurait, entre autres missions :

- La recherche et la mobilisation des ressources internes et externes pour financer le développement du pays ;
- Le service de la Dette Publique ;
- La gestion des dépôts des EPN (Etablissement Public National).

En 1998, de nouvelles orientations ont été données à la Banque. Elle est ainsi devenue une banque d'investissement après avoir obtenu un agrément d'établissement bancaire auprès de la Commission Bancaire de l'UMOA et de la BCEAO, avec statut de société d'Etat. Elle assure la triple fonction de banque d'investissement, de refinancement et de conseil. Ces métiers sont déclinés en six (06) axes qui font de l'institution :

1- un organisme de péréquation de l'épargne publique ;

2- un organisme de financement des investissements du secteur agricole ;

3- un organisme de refinancement des banques et établissements financiers ;

4- un acteur dans le partenariat public-privé pour le financement des investissements publics rentables et des Petites et Moyennes Entreprises ;

5- un acteur sur le marché des capitaux ;

6- un agent d'exécution de missions contractuelles de service public.

Afin de permettre à l'Institution de s'adapter à ces nouveaux métiers, la dénomination sociale de CAA a été

transformée en Banque Nationale d'Investissement depuis 2004 et le capital social a été porté à 20.5 Milliards de FCFA.

En vue de renforcer la situation financière de la Banque, l'Etat a procédé à une augmentation du capital pour le porter à 25.3 milliards de FCFA, à la faveur d'une ouverture du capital à la CNPS à hauteur de 19.16%. Par ailleurs, la BNI a créé deux filiales :

- BNI-FINANCES qui est une Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) dont le rôle est de soutenir les métiers de banque d'investissement et de banque conseil de la BNI ;

- BNI-GESTION qui est un établissement spécialisé en gestion d'actifs qui a pour mission de créer et gérer des fonds, en collectant l'épargne des investisseurs pour ensuite effectuer des placements pour leur compte.

Au 31 décembre 2020, la Banque présente un effectif de 641 agents, avec 44 agences dont 6 mises en exploitation au cours de l'exercice 2020.

En outre elle assure, pour le compte de l'Etat de Côte d'Ivoire, la gestion d'une dizaine de fonds nationaux intervenant dans des domaines aussi variés que l'éducation, l'accès à l'eau potable, le financement des collectivités locales, le soutien à l'industrie touristique culturelle et cinématographique, etc.

Au cours de l'exercice 2020, l'Etat a confié à la BNI la gestion financière de quatre fonds spéciaux dédiés à l'atténuation de l'impact de la pandémie COVID 19 sur les entreprises et les populations vulnérables.

2 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

A - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

La contraction de l'économie mondiale en 2020 devrait être légèrement moins sévère qu'attendu, du fait essentiellement de perspectives plus favorables dans les économies avancées et d'un redémarrage plus solide en Chine, ainsi que du regain d'espoir lié au début des campagnes de vaccination dans beaucoup de pays.

Toutefois, selon la Banque Mondiale, la reprise risque d'être modeste en l'absence de résolutions pour endiguer la pandémie et mettre en œuvre des réformes propices aux investissements. En effet, la recrudescence des infections liées à la Covid-19 notamment aux Etats-Unis, en Asie, en Europe et en Afrique ainsi que les mesures de restriction mises en place pour limiter la propagation du virus laissent craindre un redressement lent et difficile.

Ainsi, la Banque Mondiale prévoit un taux de croissance du PIB mondial en 2021 à + 4,0% après une contraction de 4,3% en 2020. Le Fond Monétaire International (FMI) quant à lui table sur une croissance de 5,2% en 2021.

Au cours de l'année, les banques centrales à travers le monde ont maintenu, voire renforcé, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact négatif de la flambée des contaminations à la Covid-19. Les actions visent à assouoir les conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour une reprise solide, durable et généralisée de l'activité.

Dans la zone UEMOA, la croissance économique connaît une décélération pour s'afficher à 2,4% contre 6,1% en 2019, imputable aux effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des Etats de l'Union, consécutifs notamment, aux mesures de confinement, de fermeture généralisée des aéroports, des frontières terrestres et du ralentissement d'activités sur les chaînes de production.

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à l'instar des autres banques centrales a annoncé un ensemble de mesures accommodantes envers le secteur bancaire et financier en vue de faciliter le financement de l'activité économique. Ce sont notamment :

- La baisse des principaux taux directeurs de 50 points de base, en juin 2020 ;
- Le report d'échéance des prêts des particuliers et entreprises impactés par le COVID 19 ;
- L'institution de mesures de promotions des paiements électroniques dans le contexte de la lutte contre la propagation du COVID 19 ;
- L'émission de bon, dénommés « BONS COVID 19 » par les Etats membres et leur refinancement sur un guichet spécial à trois mois.
- L'accès des créances privées cotées B au refinancement de la BCEAO.

Pour le mois de décembre 2020, les économies de l'Union renforcerait la reprise, entamée en juin 2020. Elle serait tirée en plus de l'impact des mesures prises par la Banque centrale par la hausse attendue des demandes intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.)

B- ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Au niveau national, l'activité économique continue de tirer avantage de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Toutefois, la propagation de la Covid-19, dont le premier cas de contamination a été enregistré le 11 mars 2020, a eu des conséquences néfastes sur l'activité économique. En effet, face à l'ampleur de la crise sanitaire, le Gouvernement a adopté une série de mesures visant à réduire la propagation du virus et à protéger la population. Il s'agit notamment de restrictions d'accès au pays, du confinement de la population, de la distanciation physique et de la fermeture des commerces non essentiels. Cependant, ces mesures de lutte affectent le secteur réel à travers la demande et l'offre de biens et services. Ainsi, la croissance économique devrait s'établir à 1,8% en 2020 contre 6,2% en 2019 en raison des effets de la crise sanitaire de la Covid-19 sur l'ensemble des secteurs. Au vu de l'évolution de la conjoncture à fin juin 2020, la croissance reposerait essentiellement du côté de l'offre sur les secteurs secondaire (+1,6%) et tertiaire (+1,8%). Quant au secteur primaire, il devrait connaître une baisse de 1,3%. Les réformes économiques et financières se sont articulés en 2020, autour des piliers suivants : (i) la régulation des prix dans les principaux secteurs, (ii) la gestion des finances publiques, (iii) la modernisation du secteur public, (iv) le développement du secteur financier et l'inclusion financière, (v) le renforcement de l'environnement des affaires, (vi) le développement du secteur privé et (vii) le renforcement de l'appareil statistique.

C- ENVIRONNEMENT BANCAIRE NATIONAL

Le secteur bancaire ivoirien est animé par 29 établissements de crédit et 2 établissements financiers. L'année 2020 a vu le démarrage des activités de Orange Bank.

Globalement le total bilan des Banques ivoiriennes connaît une croissance de 15% en glissement annuel et s'affiche à 15 438 Mds de FCFA en Décembre 2020 contre 13 476 Mds de FCFA en Décembre 2019. Le marché bancaire a connu une animation qui s'est traduite par une amélioration des différents indicateurs.

Les crédits octroyés à la clientèle, sont passés de 7 673 milliards en 2019 à 8 340 milliards en 2020, soit une augmentation de 668 milliards (+9%) tandis que les ressources collectées sont passées de 9 458 à 11 066 milliards de 2019 à 2020 soit une augmentation de 1 608 milliards (+17%).

Les opérations interbancaires s'établissent globalement à 4 343 milliards à fin 2020 contre 4 169 milliards au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 174 milliards (+4%).

Sources :

Note mensuelle de conjoncture de la BCEAO, Février 2021.

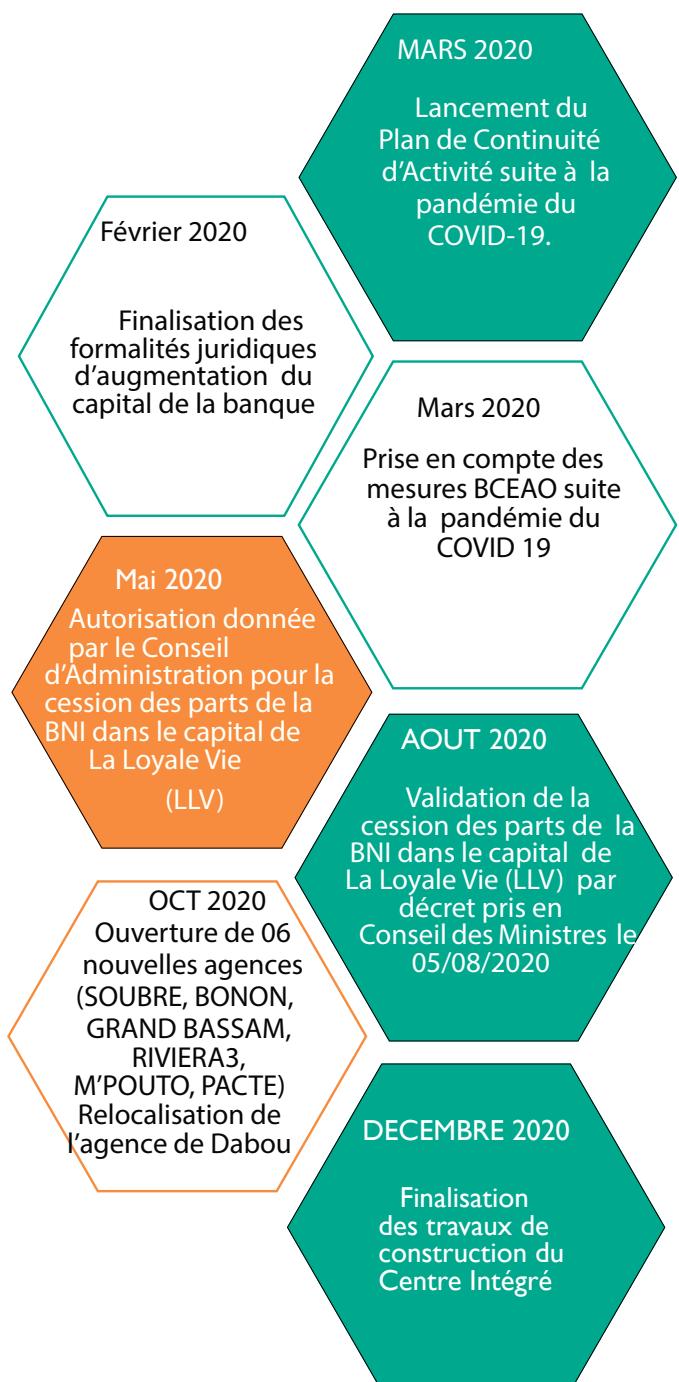
Rapport économique et financier pour l'année 2021, annexe à la loi de finance 2021.

3 - FAITS MARQUANTS

PANORAMA DU SECTEUR BANCAIRE IVOIRIEN



FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE



I-2 ACTIVITE DE LA BANQUE

CONTEXTE GÉNÉRAL

L'activité de l'exercice 2020 a été marquée par la survenance de la Pandémie à COVID-19 qui a eu une influence sur l'organisation de l'entreprise et a engendré des dépenses exceptionnelles. Pour faire face aux effets de la pandémie, la Banque a pris des dispositions pratiques aussi bien sur le plan sanitaire que sur le plan de l'organisation du travail. Au niveau sanitaire, un budget global de deux cent quatre-vingt-dix millions de FCFA (242 millions en charges et 48 millions en investissement) a été engagé pour l'acquisition de produits phytosanitaires et d'équipements dans le cadre de la mise en œuvre du plan de continuité d'activité.

En vue de respecter les mesures barrières édictées par le gouvernement un système de rotation et de télétravail a été institué. Au plan comptable, la Banque a classé, conformément à l'avis N°011-10-2020 relatif à la prorogation de la période de report d'échéances des créances des établissements de crédit affectées par la pandémie COVID-19, en créances saines dans un compte spécifique au 31 décembre 2020, à l'intérieur de la catégorie de créances saines, les reports d'échéances du fait des effets de la pandémie du COVID-19. Le montant global des reports d'échéance est de 20,9 milliards FCFA.

1- LES CHIFFRES CLÉS

	2018	2019	2020
Effectif	593	616	641
Nombre d'Agences⁽¹⁾	33	38	44
Produit Net Bancaire	31 987	35 331	51 971
Coefficient d'Exploitation	81,2%	67,52%	61%
Résultat Net	-6 383	10 594	17 396
Frais généraux	21 723	20 413	27 001
Dépôts de la clientèle	492 180	771 359	881 753
Créances de la clientèle	304 848	383 646	489 385
Cout net du risque	-12 369	-2 022	-2 659
Total bilan	549 733	824 455	991 368

(1) La banque a procédé à l'ouverture de 6 nouvelles agences en 2020 (Grand Bassam, Treichville Zone 3, Soubéré, Bonon, M'pouto et Riviera 3) ainsi qu'à la relocalisation de l'agence de Dabou.

Ratios réglementaires

Les ratios de la banque au 31 décembre 2020 sont détaillés comme suit :

Libellé	Norme réglementaire	Situation au 31/12/2019	Situation au 31/12/2020
Fonds propres effectifs	$\geq 10\ 000$	-11 212	28 398
Ratio de solvabilité	$\geq 10,375\%$	-2,15%	4,49%
Ratio de levier	$\geq 3,00\%$	-1,36%	2,79%
Ratio couverture des emplois stables par les ressources stables	$\geq 50\%$	98%	106%
Ratio de Liquidité	$\geq 75\%$	121,95%	130,24%
Norme de division des risques	$\leq 45,00\%$	-15,53%	100,87%

2- LA COLLECTE DE L'EPARGNE

La Banque a observé une hausse des dépôts, induisant une augmentation des ressources. En effet, l'encours des dépôts passe de 771 359 millions de FCFA en 2019 à 881 753 millions de FCFA en fin 2020, soit une augmentation d'environ 14%. Les dépôts se répartissent par secteur d'activité, par type de clients et par maturité comme suit :

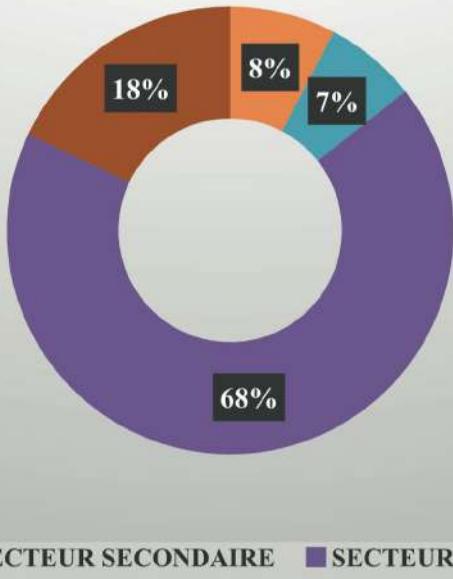
LES RESSOURCES COLLECTÉES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les ressources augmentent de milliards de FCFA. Cette hausse provient pour l'essentiel du secteur primaire (Total de 68 milliards FCFA ; +546%), du secteur secondaire (Total de 59 milliards FCFA ; +37%) et des particuliers (Total de 158 milliards FCFA ; +27%).

SECTEUR ECONOMIQUE	2019	%	2020	%	VAR (2019-2020)
SECTEUR PRIMAIRE	10 486	1%	67 715	8%	57 229 546%
SECTEUR SECONDAIRE	42 910	6%	58 703	7%	15 793 37%
SECTEUR TERTIAIRE	593 784	77%	597 402	68%	3 618 1%
PARTICULIER	124 179	16%	157 933	18%	33 754 27%
TOTAL	771 359	100%	881 753	100%	110 394 14%

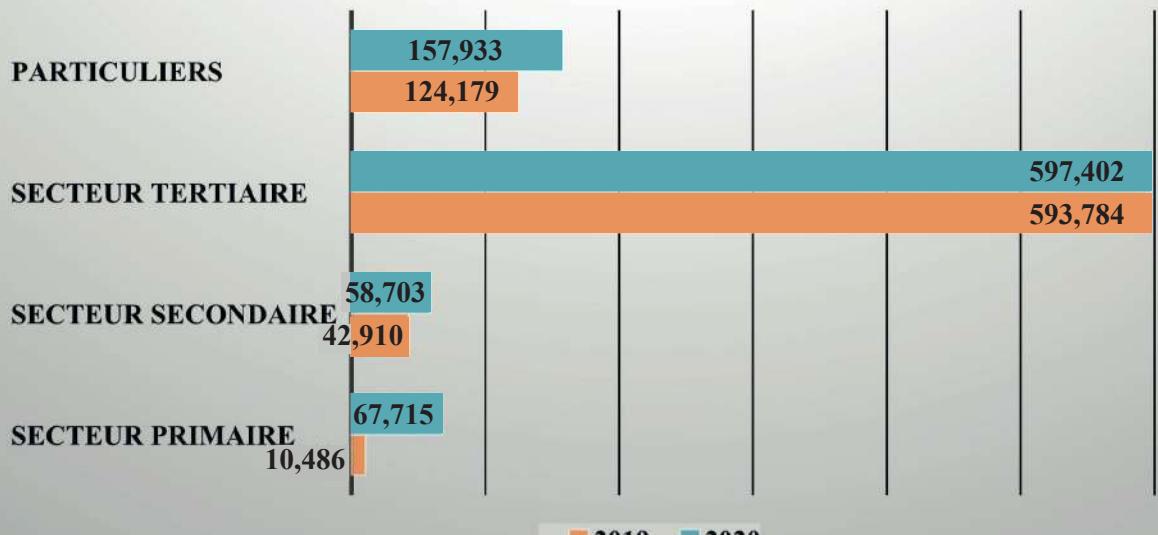
(Données en millions de FCFA)

EVOLUTION DES RESSOURCES PAR SECTEUR D'ACTIVITE 2020



■ SECTEUR PRIMAIRE ■ SECTEUR SECONDAIRE ■ SECTEUR TERTIAIRE ■ PARTICULIERS

EVOLUTION DES RESSOURCES PAR SECTEUR D'ACTIVITE 2020



LES RESSOURCES COLLECTÉES PAR TYPE DE CLIENT

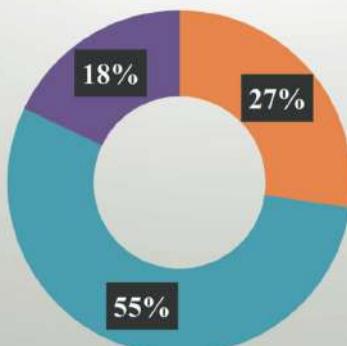
Les ressources collectées en 2020 se répartissent en 55% de ressources de l'Etat (59% en 2019), 27% de ressources collectées auprès des entreprises privées (25% en 2019) et 18% auprès des clients particuliers (16% en 2019).

(Données en millions de FCFA)

(Données en millions de FCFA)

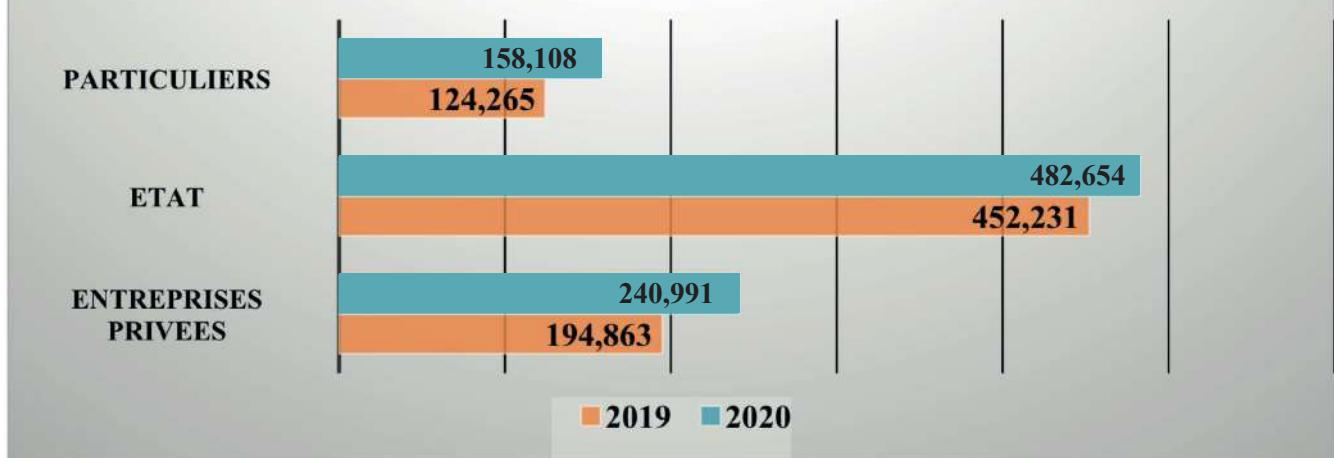
TYPE CLIENT	2019	%	2020	%	VAR(2019-2020)
ENTREPRISES PRIVEES	194 863	25%	240 991	27%	46 128 24%
ETAT	452 231	59%	482 654	55%	30 423 7%
PARTICULIERS	124 265	16%	158 108	18%	33 843 27%
TOTAL	771 359	100%	881 753	100%	110 394 58%

REPARTITION DES RESSOURCES PAR TYPE DE CLIENT 2020



■ ENTREPRISES PRIVEES ■ ETAT ■ PARTICULIERS

EVOLUTION DES RESSOURCES PAR TYPE DE CLIENT 2020



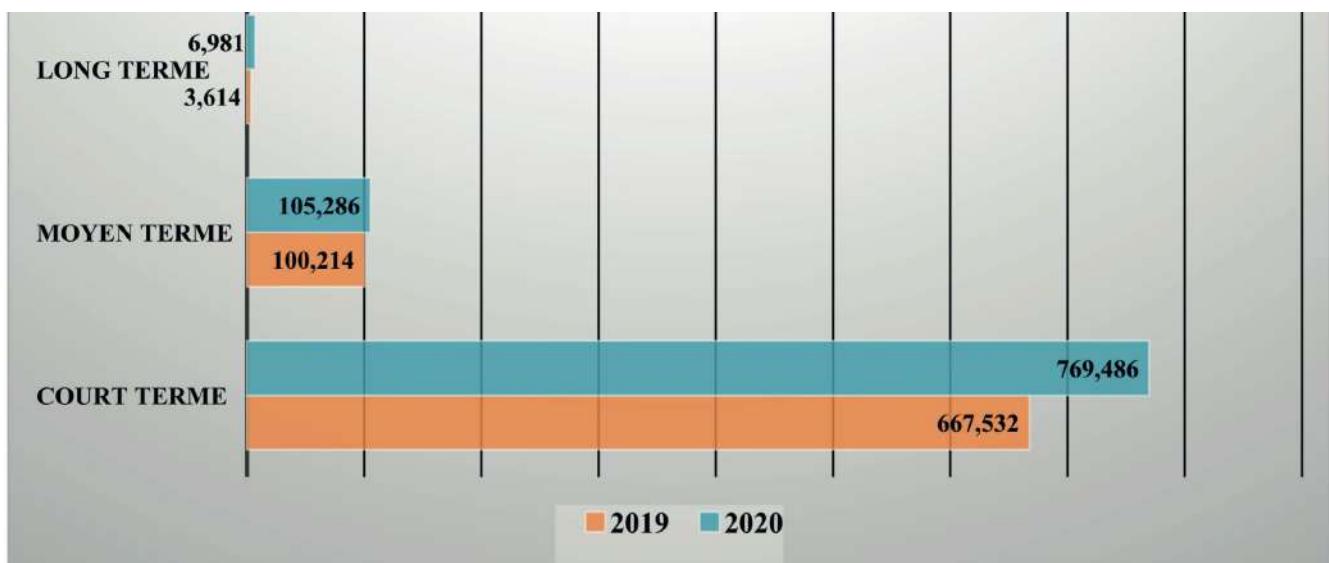
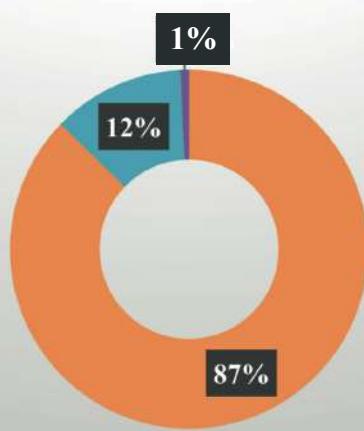
LES RESSOURCES COLLECTÉES PAR MATURITÉ

Les dépôts collectés au 31 décembre 2020 et estimés à 881 753 millions de FCFA, sont en majorité constitués de dépôts à court terme (comptes ordinaires créditeurs, dépôts de garantie, comptes d'épargne) qui représentent 87% de l'ensemble des ressources, soit 769 486 millions de FCFA en 2020 contre 667 532 millions de FCFA en 2019. Les ressources à long terme ont connu une progression de 93% sur la même période.

(Données en millions de FCFA)

MATURITE	2019	%	2020	%	VAR(2019-2020)
COURT TERME	667 532	87%	769 486	87%	101 954
MOYEN TERME	100 214	13%	105 286	12%	5 072
LONG TERME	3 614	0%	6 981	1%	3 367
TOTAL	771 359	100%	881 753	100%	110 394
					14%

REPARTITION DES RESSOURCES PAR MATURITE 2020



3. LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Les crédits faits par la BNI à l'économie ont connu une hausse entre 2019 et 2020 en passant de 447 522 millions à 547 791 millions de FCFA (+22%). Cette hausse peut s'expliquer par les crédits mis en place détaillés par :

- Secteur d'activités ;
- Type de client ;
- Maturité.

LES CRÉDITS MIS EN PLACE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

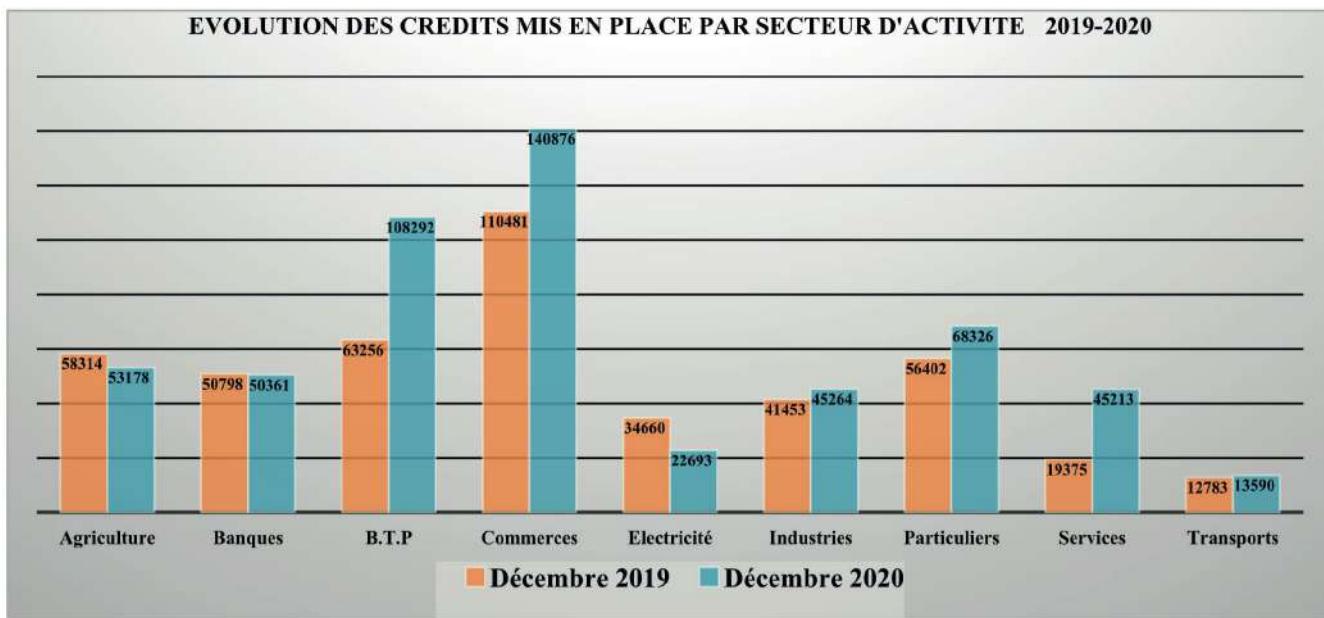
Sur le volume de 547 791 millions de crédits mis en place au titre de l'exercice 2020, ont été affectés :

- Au secteur Commerce : 140 876 Millions de FCFA, représentant 26% des mises en place au 31/12/2020, contre 110 481 Millions de FCFA au 31/12/2019 soit une hausse de 28% ;

- Au secteur BTP : 108 292 Millions de FCFA, représentant 20% des mises en place au 31/12/2020 contre 63 256 Millions de FCFA au 31/12/2019 ;
- Au secteur Particuliers : 68 326 Millions de FCFA, représentant 12% des mises en place au 31/12/2020, contre 56 402 Millions de FCFA au 31/12/2019 ;
- Au secteur Agriculture : 53 178 Millions de FCFA, représentant 10% des mises en place au 31/12/2020, contre 58 178 Millions de FCFA soit une baisse de 9% au 31/12/2019.
- Aux autres secteurs représentant moins de 32% des mises en place : services, industries (8%), etc.

(Données en millions de FCFA)

Abréviation	Nombre	Décembre 2019	%	Nombre	Décembre 2020	%	Variation	
Agriculture	93	58 314	13%	98	53 178	10%	- 5 136	-9%
Banques	255	50 798	11%	322	50 361	9%	- 437	-1%
B.T.P	315	63 256	14%	409	108 292	20%	45 036	71%
Commerce	511	110 481	25%	507	140 876	26%	30 395	28%
Electricité	8	34 660	8%	13	22 693	4%	- 11 967	-35%
Industries	271	41 453	9%	278	45 264	8%	3 811	9%
Particuliers	42163	56 402	13%	30280	68 326	12%	11 924	21%
Services	183	19 375	4%	244	45 213	8%	25 838	133%
Transports	46	12 783	3%	40	13 590	2%	807	6%
TOTAL	43845	447 522	100%	32191	547 791	100%	100 271	22%



LES CRÉDITS MIS EN PLACE PAR TYPE DE CLIENT

Durant l'exercice 2020, les mises en place connaissent une hausse de 100 269 Millions de F CFA pour se situer à 547 791 Millions de F CFA, soit une progression de 22% par rapport au montant des crédits accordés l'année précédente.

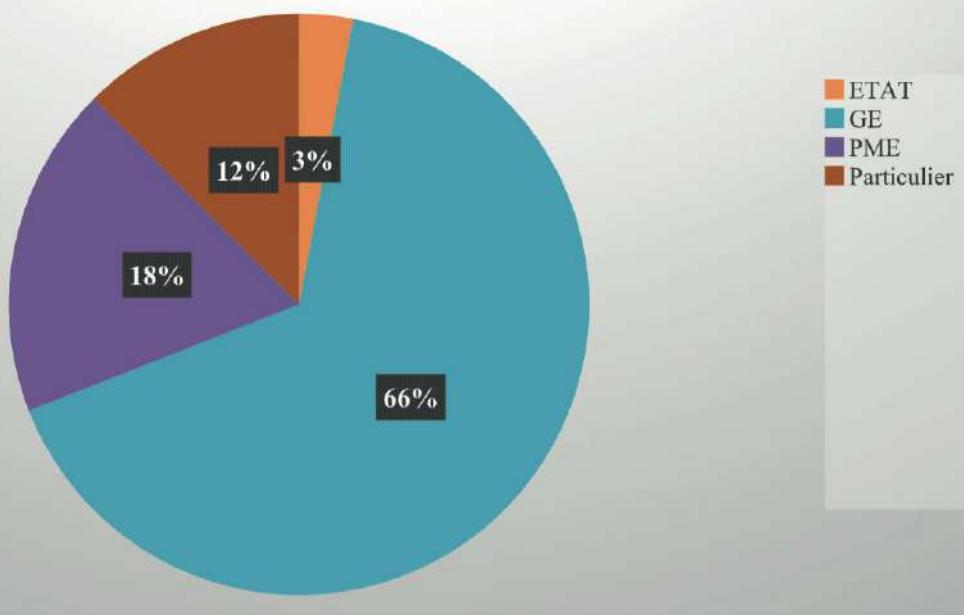
Les crédits aux Grandes Entreprises se sont chiffrés à 361 763 Millions de FCFA au 31/12/2020 contre 304 996 Millions de F CFA au 31/12/2019 ; ils représentent 66% de l'ensemble des mises en place à fin Décembre 2020 et une hausse de 19% des mises en places à la même période de l'exercice précédent.

Ensuite viennent les crédits aux PME avec des financements consentis de 101 225 Millions de F CFA au 31/12/2020, contre 68 047 Millions de FCFA en 2019, représentant 18 % des crédits mis en place au 31/12/2020. Et enfin, les crédits aux Particuliers (68 328 Millions de F CFA en 2020 contre 56 402 Millions de F CFA en 2019) représentant 12 % des crédits mis en place au 31/12/2020 et les crédits à l'Etat (16 447 Millions de F CFA en 2020 contre 18 077 Millions de F CFA en 2019) représentant 3 % des crédits mis en place au 31/12/2020.

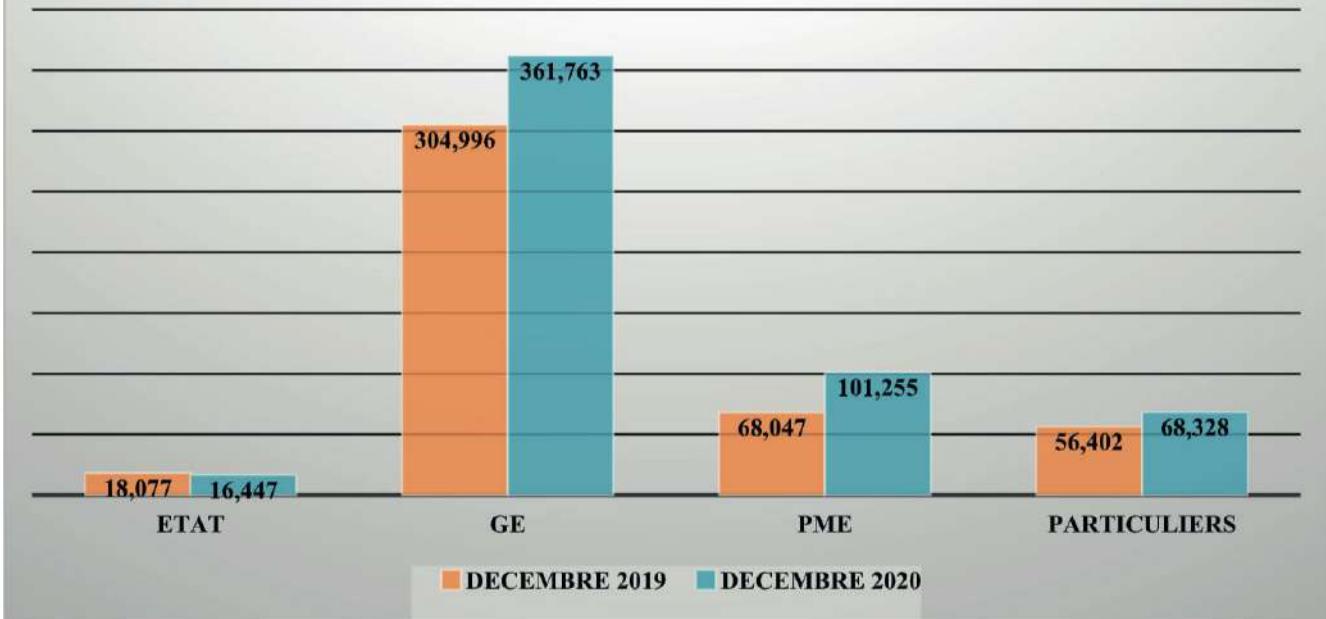
(Données en millions de FCFA)

TYPE DE CLIENT	DECEMBRE 2019	% du total en montant	DECEMBRE 2020	% du total en montant	Variation
ETAT	18 077	4%	16 447	3%	-1 630 -1%
GE	304 996	68%	361 763	66%	56 767 -2%
PME	68 047	15%	101 255	18%	33 208 3%
Particulier	56 402	13%	68 328	12%	11 926 0%
Total général	447 522	100%	547 791	100%	100 271 22%

REPARTITION DES CREDITS PAR TYPE DE CLIENT 2019-2020



EVOLUTION DES MISE EN PLACE PAR TYPE DE CLIENT 2019-2020



LES CRÉDITS MIS EN PLACE PAR MATURITÉ

Les crédits mis en place au 31 Décembre 2020 s'élèvent à 547 791 Millions de FCFA contre 447 522 Millions de F CFA au 31/12/2019, et sont répartis comme suit :

- Des crédits à court terme (découverts, avances, escomptes, crédits amortissables), qui représentent 77% de l'ensemble des crédits accordés soit 423 319 Millions de F CFA en 2020 contre 356 839 Millions de F CFA en 2019,

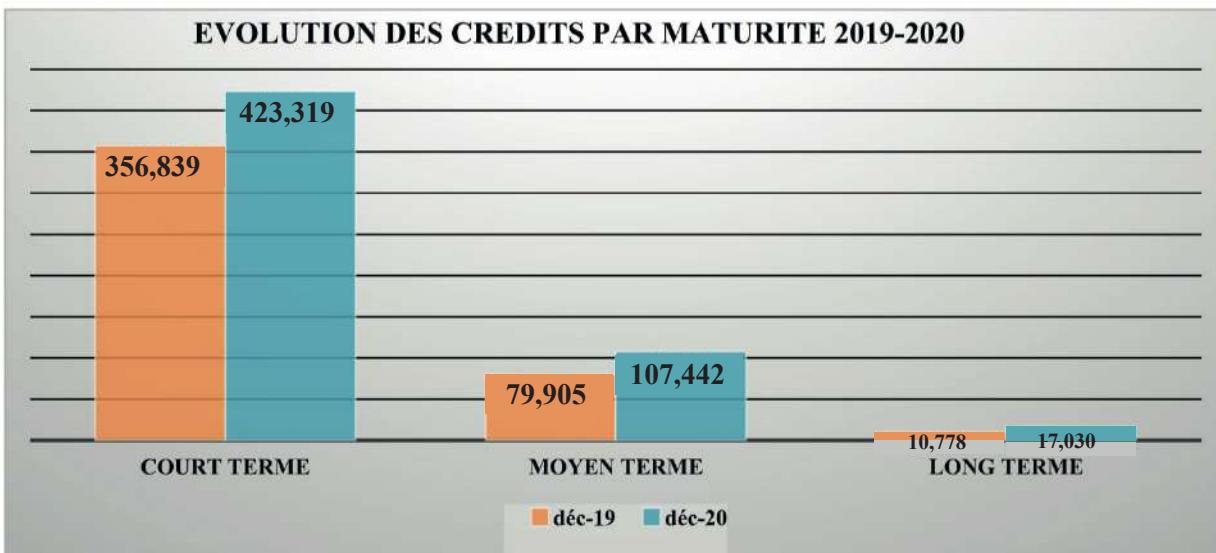
- Des crédits à moyen terme avec 20% (107 442 Millions de F CFA) du total contre 18% au 31/12/2019 (79 903 Millions de F CFA) ;

- Des crédits à long terme qui ne représentent que 3% (17 030 Millions de F CFA) du total. Cette répartition est quasi identique de celle observée au 31 Décembre 2019, où les crédits mis en place étaient constitués à 80% d'engagements à court terme, 18% à moyen terme et à 2% d'engagements à long terme.

Données en millions de FCFA)

MATURITE	déc-19	%	déc-20	%	Variation	
COURT TERME	356 839	80%	423 319	77%	66 480	19%
MOYEN TERME	79 905	18%	107 442	20%	27 537	34%
LONG TERME	10 778	2%	17 032	3%	6 254	58%
Total général	447 522	100%	547 793	100%	100 271	22%





4-LA GESTION DELEGUEE DES FONDS NATIONAUX

Dans le but de mobiliser des ressources affectées au financement d'une politique ou d'un programme sectoriel jugé prioritaire, l'Etat, en accord avec les partenaires au développement, notamment la Banque Mondiale, a créé et logé des Fonds Nationaux au sein de la Banque Nationale d'Investissement (BNI). Ainsi, pour assurer la gestion de ces Fonds, un cadre juridique a été défini par l'Etat à travers :

- L'ordonnance n° 87 366 du 1er Avril 1987 ratifiée par la loi n°87 805 du 28 juillet 1987, portant création et gestion des Fonds Nationaux au sein de la CAA ;
- Le décret n° 94-194 du 30 juillet 1994, portant application de ladite ordonnance précisant le cadre général d'organisation et de fonctionnement de ces Fonds ;
- Le décret de création de chaque Fonds. Les Fonds Nationaux sont dotés d'un Comité de Gestion et d'un Secrétariat Technique composés de membres issus

des structures étatiques ou paraétatiques en relation avec l'activité du Fonds. Au cours de l'exercice 2020, les Fonds Nationaux ont collecté des ressources et effectué des interventions dans des domaines jugés prioritaires par l'Etat et conformément à leurs objets. L'exercice 2020 a également vu la naissance de quatre (04) nouveaux fonds qui sont :

- * FONDS DE SOUTIEN ET DE SOLIDARITE COVID-19 (FSS COVID)
- * FONDS DE SOUTIEN AUX GRANDES ENTREPRISES (FSGME)
- * FONDS DE SOUTIEN AUX PME (FSPME)
- * FONDS D'APPUI AUX ACTEURS DU SECTEUR INFORMEL(FASI)

LES RESSOURCES DES FONDS NATIONAUX

Les Fonds Nationaux ont mobilisé au cours de l'année 2020 des ressources globales de 147 371 millions contre 4 457 millions de FCFA en 2019 soit une augmentation de 3207% liée à la création des Fonds COVID.

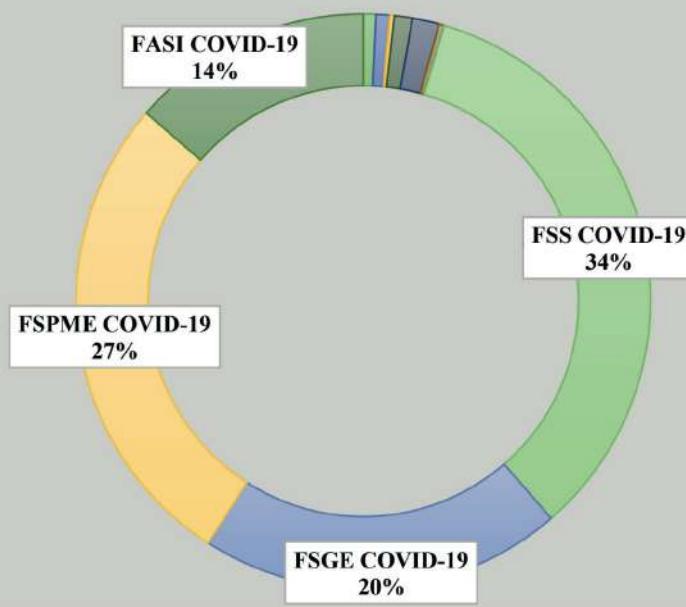
(Données en millions de FCFA)

RESSOURCES	2019	%	2020	%	VAR(2020-2019)	%
AUTOFINANCEMENT	1 610	36%	2 610	2%	1 000	62%
PARAFISCALITE	1 405	32%	1 499	1%	94	7%
SUBVENTION ETAT	1 442	32%	143 262	97%	141 820	9835%
TOTAL	4 457	100%	147 371	100%	142 914	3207%

La répartition des ressources par fonds se décompose comme suit :

FONDS	2018	2019	2020
Fonds de Soutien à l'habitat (FSH)	731	587	1 047
Compte de Mobilisation pour l'habitat (CDMH)	742	796	1 133
Compte des Terrains Urbains (CTU)	6	6	11
Fonds National de l'Ecole (FNEC)	216	229	354
Fonds National de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles (FREMIN)	250	-	250
Fonds National de l'Eau (FNE)	2 830	1 181	1 495
Fonds de Prêt aux Collectivités locales (FPCL)	240	106	291
Fonds de Développement Touristique (FDT)	775	1 004	2 219
Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	450	437	433
Fonds Nationale de l'Environnement (FNDE)	172	109	119
FSS COVID-19			50 000
FSGE COVID-19			30 000
FSPME COVID-19			40 000
FASI COVID-19			20 000
PRODUITS FINANCIERS			21
TOTAL	6 414	4 457	147 371

REPARTITION DES RESSOURCES PAR FONDS EN 2020



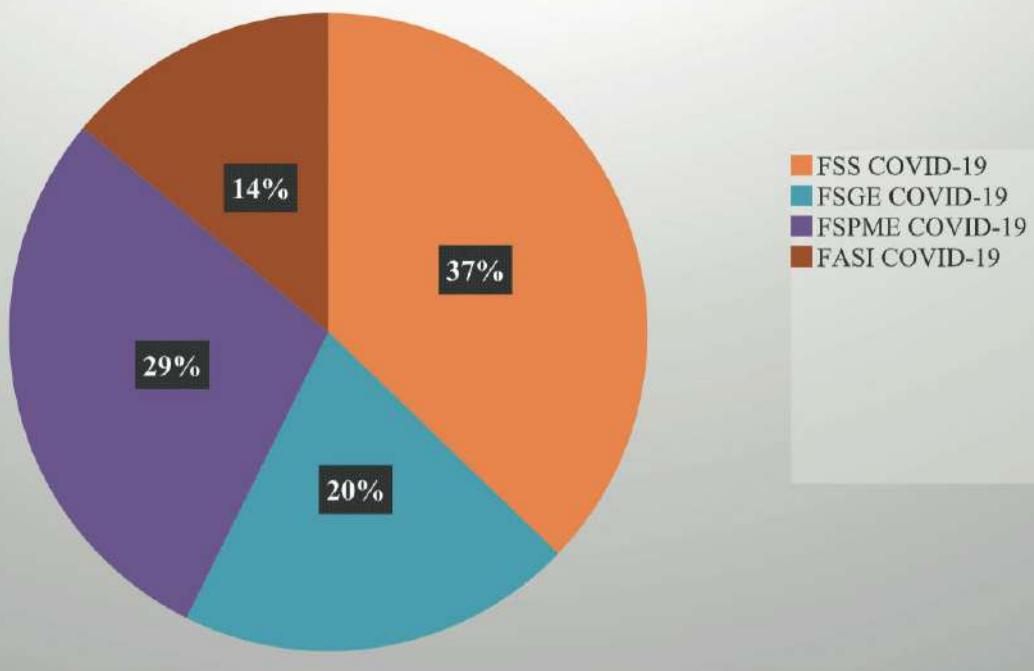
LES INTERVENTIONS DES FONDS NATIONAUX

Au cours de l'exercice 2020, les interventions des Fonds Nationaux se sont chiffrées à 139 999 millions contre 4 049 millions de FCFA en 2019 en lien avec la création des Fonds COVID.

(Données en millions de FCFA)

INTERVENTION/SECTEUR	2019	%	2020	%	VAR (2020-2019)	
					Valeur	%
HABITAT	871	22%	1 597	1%	726	83%
EDUCATION	234	6%	209	0%	-25	-11%
INDUSTRIE ET COMMERCE	50	1%	204	0%	154	309%
EAU ET ENVIRONNEMENT	1 334	33%	1 594	1%	260	20%
ADMINISTRATION DÉCENTRALISÉE	47	1%	107	0%	60	128%
TOURISME	1 048	26%	2 081	1%	1 033	99%
CULTURE	465	11%	303	0%	-162	-35%
FSS COVID-19	-		49 831	36%	49 831	
FSGE COVID-19	-		26 952	19%	26 952	
FSPME COVID-19	-		38 433	27%	38 433	
FASI COVID-19	-		18 687	13%	18 687	
TOTAL	4 049	100%	139 999	100%	135 950	3358%

REPARTITION DES RESSOURCES PAR FONDS 2020



LE BILAN AU 31/12/2020

I-3 ETATS FINANCIERS

		(Données en FCFA)			
ACTIF		Montant	31/12/2019	PASSIF	
		31/12/2020			Montant
CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP		131 798 856 355	230 982 301 709	BANQUE CENTRALE, CCP	-
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		194 555 021 394	1 573 534 186	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	12 254 261 664
CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		8 469 040 520	5 695 420 369	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	881 752 946 455
CREANCES CLIENTELE		489 385 293 499	383 646 235 024	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		15 304 400 000	147 197 820 000	AUTRES PASSIFS	8 886 287 777
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		590 236 599	590 236 599	COMPTES DE REGULARISATION	23 499 925 037
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES		-	-	PROVISIONS	6 381 893 942
AUTRES ACTIFS		101 498 578 337	12 597 556 835	Emprunts et titres émis subordonnés	-
COMPTE DE REGULARISATION		14 396 499 395	11 531 559 812	CAPITAUX PROPRES ET RESOURCES ASSIMILEES	58 592 967 331
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME		4 652 525 103	4 652 525 103	Capital souscrit	25 358 850 000
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		475 000 000	475 000 000	Reserves	8 984 420 089
PRETS SUBORDONNES		321 802 647	307 510 031	Prise liée au capital	15 141 150 000
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		4 847 045 892	3 947 923 233	Ré resultat en instance d'affectation	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		25 073 982 465	21 262 212 344	Report à nouveau	-
TOTAL ACTIF		991 368 282 206	824 454 835 245	Ré resultat de l'exercice	-
		TOTAL PASSIF			991 368 282 206
HORS BILAN		MONTANT	31/12/2019		
		31/12/2020			
ENGAGEMENTS DONNES		73 992 413 465	59 685 097 472		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		462 370 580	238 417 63		
ENGAGEMENT DE GARANTIE		73 530 042 885	59 446 679 709		
ENGAGEMENTS SUR TITRES		-	-		
ENGAGEMENTS RECUS		918 233 444 691	764 014 341 502		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		-	136 536 170		
ENGAGEMENT DE GARANTIE		918 233 444 691	763 877 805 332		
ENGAGEMENTS SUR TITRES		-	-		

LE COMPTE DE RESULTAT

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION AU 31 12 2020 (EN FCFA)

PCB IGOR	INTITULES	Montant	
		31/12/2020	31/12/2019
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	43 516 177 769	29 869 134 771
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	- 10 153 868 670	- 9 187 282 396
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	290 773 859	358 377 153
4	COMMISSIONS (Produits)	17 252 852 838	12 909 793 910
5	COMMISSIONS (Charges)	- 508 133 914	- 437 026 595
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATION DE PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	400 201 666	241 744 899
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATION DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-	-
8	AUTRES PRODUITS D' EXPLOITATION BANCAIRE	2 126 744 794	2 498 572 506
9	AUTRES CHARGES D' EXPLOITATION BANCAIRE	- 954 063 293	- 922 363 680
10	PRODUIT NET BANCAIRE	51 970 685 049	35 330 950 568
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	-	-
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	- 27 000 896 662	- 20 412 596 637
13	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECiations DES IMMOBILISATIONS	- 4 873 121 367	- 3 444 328 650
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	20 096 667 020	11 474 025 281
	COUT DU RISQUE (CLIENTELE)	- 2 890 800 818	- 2 942 380 063
	COUT DU RISQUE (RISQUES ET CHARGES)	232 190 066	920 205 442
15	COUT DU RISQUE TOTAL	- 2 658 610 752	- 2 022 174 621
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	17 438 056 268	9 451 850 660
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	- 7 483 692	1 177 426 364
18	RESULTAT AVANT IMPOT	17 430 572 576	10 629 277 024
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	- 35 000 000	- 35 000 000
20	RESULTAT NET	17 395 572 576	10 594 277 024

1. L'EVOLUTION DE LA SITUATION BILANCIERRE

- TOTAL DU BILAN

Le total du bilan passe de 824 455 millions de FCFA en fin 2019 à 991 368 millions de FCFA en fin 2020, soit une augmentation de 166 913 millions de FCFA (+20%). Cette augmentation est liée d'une part à la progression des effets publics et valeurs assimilées (+40%), aux créances liées à la clientèle (+28%), au pique du poste des autres actifs (+706%) et à l'augmentation des immobilisations de la Banque (+18%), et d'autre part à l'augmentation des dépôts de la clientèle (+14%) et à une meilleure performance du résultat sur 2020.

- CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Au 31 décembre 2020, les créances clientèles nettes de provisions passent à 489 385 millions de FCFA contre 383 646 millions de FCFA à fin 2019, soit une progression de 104 896 millions de FCFA (+28%).

- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

Le solde des dépôts de la clientèle entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 augmente de 109 462 millions de FCFA en passant de 771 359 millions de FCFA à 881 753 millions de FCFA, soit une hausse de 14%.

- IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Elles sont passées en valeur nette de 154 489 millions de FCFA en 2019 à 215 577 millions de FCFA en 2020, soit une hausse de 61 088 millions de FCFA (+40%).

Les immobilisations financières sont composées de:

(En millions de FCFA)

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2020	2019	Variation	%
- Obligations	209 859	148 771	61 088	41%
- Participation à long terme	4 653	4 653	-	0%
- Part dans les entreprises liées	475	475	-	0%
- Autres titres à revenus variable	590	590	-	0%
TOTAL	215 577	154 489	61 088	40%

L'évolution des immobilisations financières s'explique d'une part, par la souscription en 2020 à onze emprunts TPCI pour un montant total de 98 832 millions de FCFA, et d'autre part, par le remboursement des échéances des TPCI pour un montant de 38 323 millions de FCFA.

- IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Elles sont passées en valeur nette de 25 205 millions de FCFA en 2019 à 29 921 millions de FCFA en 2020, soit une hausse de 4 716 millions de FCFA (19%).

Les immobilisations sont composées de:

(En millions de FCFA)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	2020	2019	Variation	%
Immobilisations incorporelles	4 847	3 943	904	23%
Immobilisations corporelles	25 074	21 262	3 812	18%
TOTAL	29 921	25 205	4 716	19%

(Données en millions de FCFA)

- AUTRES ACTIFS

Le poste autres actifs est passé de 12 598 millions en 2019 à 101 499 millions en 2020. Soit une variation de 88 901 millions de FCFA (+706%).

Cette variation se décompose comme suit :

AUTRES ACTIFS	2020	2019	Variation	%
Débiteurs divers	107 471	18 467	89 003	482%
Stocks	- 3	-	- 3	
Dépréciations autres débiteurs divers	- 6 102	- 5 968	- 134	2%
Dépôts et cautionnements	133	98	35	36%
TOTAL	101 499	12 598	88 901	706%

(Données en millions de FCFA)

Le détail des débiteurs divers est le suivant :

(En millions de FCFA)

Débiteurs Divers	Montant
CREDIT RELAIS ETAT CI / NSE	45 985
CREDIT RELAIS ETAT CI / NMSI	25 000
DEBITEURS SOTRA 2	6 673
CREDIT RELAIS ETAT MMZ	20 000
AUTRES DEBITEURS DIVERS	9 813
Total Débiteurs divers	107 471

2. L'EVOLUTION DES DONNEES DE GESTION

- Le Produit Net Bancaire

Le produit net bancaire de l'exercice 2020 s'établit à + 51 971 millions de FCFA contre +35 331 millions de FCFA en 2019 soit une hausse de 16 640 millions de FCFA (+47%). La progression du PNB est essentiellement liée aux performances réalisées sur :

- Les marges d'intérêts clientèle de 12 680 millions de FCFA ;
- Les marges sur commissions 4 272 millions de FCFA.

(Données en millions de FCFA)

(En millions de FCFA)

LIBELLES	2020	2019	Variation	%
PRODUIT NET BANCAIRE	51 971	35 331	16 640	47%
TOTAL	51 971	35 331	16 640	47%

- Les frais généraux

Les frais généraux de 2019 et 2020 se chiffrent respectivement à 20 413 millions de FCFA et 27 001 millions de FCFA soit une augmentation de 6 588 millions de FCFA (+32%). Cette hausse s'explique principalement par les frais liés à l'ouverture des nouvelles agences et la relocalisation de l'agence de Dabou en cours d'année et aux paiements de primes de performance au personnel.

Les frais généraux 2020 se décomposent comme suit :

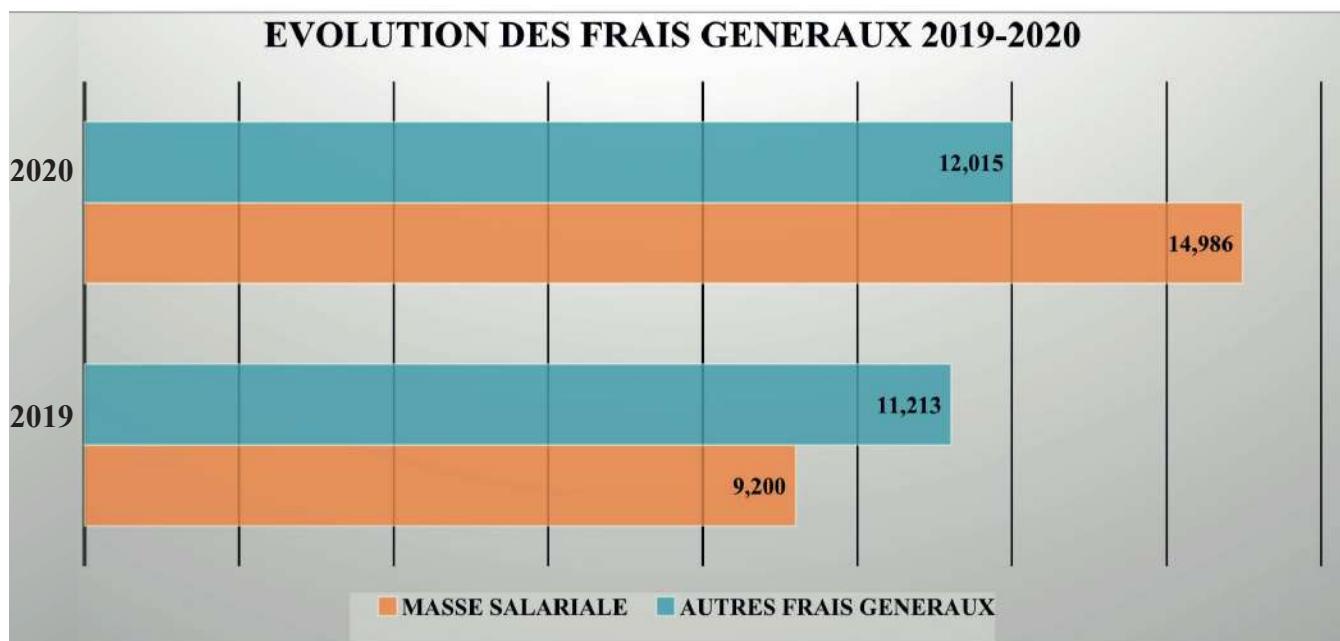
- Masse salariale 14 986 millions de FCFA contre 9 200 millions de FCFA en 2019.

- Autres frais généraux 12 015 millions de FCFA contre 11 213 millions de FCFA en 2019.

Le coefficient d'exploitation (charges d'exploitation+ amortissements rapportés au PNB) connaît une légère baisse, en passant de 67% à 61% en lien avec la performance observée sur le PNB.

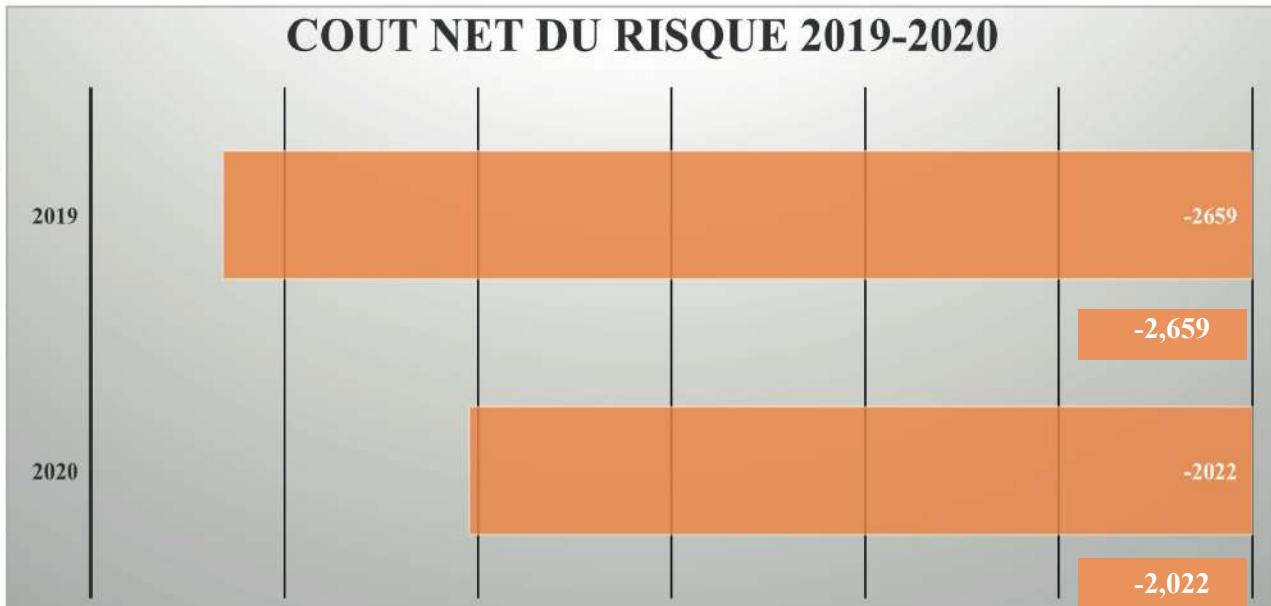
(En millions de FCFA)

	2020	2019	Variation	%
MASSE SALARIALE	14 986	9 200	5 786	63%
AUTRES FRAIS GENERAUX	12 015	11 213	630	7%
TOTAL	27 001	20 413	6 588	32%



- Le coût net du risque

Nous notons une dégradation non significative du coût net du risque qui est passé de - 2 022 millions de FCFA en 2019 à - 2 659 millions de FCFA en 2020.



- Le résultat

Le résultat net de l'exercice 2020 s'établit à un gain de 17 396 millions de FCFA contre 10 594 millions de FCFA en 2019 soit une amélioration de 6 801 millions de FCFA. Cette performance est la résultante :

- De l'amélioration de l'activité commerciale ayant permis d'augmenter le PNB

- D'une meilleure maîtrise des charges d'exploitation
Des progrès réalisés dans l'assainissement du portefeuille de crédit impactant positivement le cout net du risque.

(En millions de FCFA)

	31/12/2020	31/12/2019	VARIATION (2019-2020)	
RESULTAT NET	17 396	10 594	6 801	64%
TOTAL	17 396	10 594	6 801	64%

- L'évolution des Ratios réglementaires

Les fonds propres effectifs de la Banque s'établissent au 31/12/2020 à 28 398 millions de FCFA. L'augmentation du capital de la Banque

annoncée par l'Etat actionnaire qui s'est achevée au premier trimestre 2020, a contribué à une amélioration substantielle des Fonds propres effectifs.

Libellé	Norme réglementaire	Situation au 31/12/2019	Situation au 31/12/2020
Fonds propres effectifs	$\geq 10\,000$	-11 212	28 398
Ratio de solvabilité	$\geq 10,375\%$	-2,15%	4,49%
Ratio de levier	$\geq 3,00\%$	-1,36%	2,79%
Ratio couverture des emplois stables par les ressources stables	$\geq 50\%$	98%	106%
Ratio de Liquidité	$\geq 75\%$	121,95%	130,24%
Norme de division des risques	$\leq 45,00\%$	-15,53%	100,87%

Le Directeur Général

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Madieu".

Le Président du conseil d'administration

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Elie".

Fait à Abidjan le 31 Mai 2021

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Banque Nationale d'Investissement, S.A. (BNI)

Rapport des Commissaires aux Comptes

Etats financiers annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Goodwill Audit & Consulting
Abidjan Cocody II Plateaux
06 BP 1075 - Abidjan
RCCM CI-ABJ-2006-B 2679
CC : 4104919- Y

Ernst & Young, S.A.
5, avenue Marchand
01 BP 2715 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

Goodwill Audit & Consulting
Abidjan Cocody II Plateaux
06 B.P 1075 - Abidjan
RCCM CI-ABJ-2006-B 2679
CC : 4104919- Y

Ernst & Young, S.A.
5, avenue Marchand
01 BP 2715 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

Banque Nationale d'Investissement, S.A.
BNI
01 BP 670
Abidjan 01

Le 18 mai 2021

Rapport des Commissaires aux Comptes

Etats financiers annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire et conformément à la circulaire n° 002-2018/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédits et des compagnies financières de l'UMOA, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la Banque Nationale d'Investissement (BNI) tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire et autres informations.

I. Audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Nationale d'Investissement, S.A. (BNI) comprenant le bilan et le hors bilan au 31 décembre 2020, le compte de résultat, ainsi que les notes annexes aux états financiers annuels.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire Révisé (PCB Révisé) de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA), conformément au Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique et des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, ainsi qu'aux règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles et codes. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités du Conseil d'Administration relative aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 mars 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport des Commissaire aux Comptes.

II. Vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire, et autres informations

II.1 Vérifications spécifiques et autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion (mais ne comprennent pas les états financiers annuels et notre rapport des Commissaires aux Comptes sur ces états financiers annuels), le Formulaire de Déclaration Prudentielle des établissements de crédit et des compagnies financières (FODEP) et le projet de résolutions.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est de procéder aux vérifications et autres informations spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, de vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 25 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de la Covid-19, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels individuels, et de vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers annuels individuels ou la connaissance que nous avons acquise lors de notre audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

II.2 Vérifications spécifiques prévues par la réglementation bancaire

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire (loi bancaire et circulaire n°004-2011/CB/C du 4 janvier 2011), nous avons procédé aux vérifications spécifiques relatives au respect de la réglementation prudentielle, conformément aux normes de la profession.

II.2.1 Encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque

Conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°2009-385 du 1er décembre 2009 portant règlementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts ou garanties consentis par la Banque aux Actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10% au moins des droits de vote, aux personnes qui participent à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

L'encours global des crédits accordés aux personnes susvisées s'élève à FCFA 2 034 millions de Francs CFA au 31 décembre 2020 et représente -18,14% des fonds propres effectifs de la banque, soit un ratio non conforme au plafond réglementaire de 20%. Ramené au fonds propres effectifs de l'exercice en cours, ce ratio serait de 7,16%.

II.2.2 Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé à l'évaluation du fonctionnement des organes sociaux, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne en vigueur au sein de la Banque. Notre revue du contrôle interne avait essentiellement pour objectif d'orienter nos travaux d'audit des états financiers. Ne consistant pas en une étude approfondie de l'organisation, elle n'a donc pas nécessairement mis en évidence toutes les faiblesses de l'organisation actuelle.

Les axes d'amélioration issus de notre revue font l'objet d'un rapport de recommandations distinct adressé à la Direction Générale de la Banque, conformément à l'article 16 de la circulaire n°002-2018/CB/C de la BCEAO relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA.

II.2.3 Réglementation prudentielle

Nous portons à votre attention les cas de non-conformité des ratios réglementaires comme suit :

Nº	Libelles	Fodep	Norme	Situation au 31/12/2020	Observations
1	Ratio de solvabilité totale	EP02	10,375	4,493%	NON CONFORME
2	Norme de division des risques	EP29	45%	100,87%	NON CONFORME
3	Ratio de levier	EP33	3%	2,787%	NON CONFORME
4	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	EP35	25%	56,00%	NON CONFORME
5	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	EP35	60%	-20,88%	NON CONFORME
6	Limite sur les immobilisations hors exploitation	EP36	15%	-18,52%	NON CONFORME
7	Limite sur le total des immobilisations et des participations	EP37	100%	-163,30%	NON CONFORME
8	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	EP38	20%	-18,14%	NON CONFORME

Ces points relatifs au respect de la réglementation bancaire font l'objet d'un rapport séparé, conformément à l'article 16 de la circulaire n°002-2018/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA.

II.3 Exécution du budget de l'exercice 2020

En application des dispositions de la loi n° 97-519 du 4 décembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat, nous vous présentons nos observations sur l'exécution du budget de la BNI pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le budget de la BNI pour l'exercice 2020 a été adopté par le Conseil d'Administration et approuvé en janvier 2020 par le Ministre auprès du Premier Ministre chargé du budget et du portefeuille de l'Etat.

Au titre de l'exercice 2020, les écarts présentés dans le tableau ci-dessous ont été notés entre les prévisions du budget visé ci-dessus et les réalisations pour les principaux agrégats :

En millions de FCFA

Libellés	Budget (A)	Réalisation 31/12/2020 (B)	Ecart budget-réalisé (B-A)	Taux d'exécution du budget (B/A)
Encours de dépôts	693 215	880 079	186 864	127%
Encours de remplacements	530 261	622 501	92 240	117%
Produit Net Bancaire	47 029	51 971	4 942	111%
Coût net du Risque	3 000	2 659	-341	89%
Frais Généraux	27 570	27 001	-569	98%
Investissements	49 334	48 632	-702	99%

Toutefois, nous tenons à signaler que des dépassements budgétaires ont été observés au niveau des charges d'exploitation sur les postes dans le tableau ci-dessous :

En millions de FCFA

Libellés	Budget (A)	Réalisation 31/12/2020 (B)	Ecart budget-réalisé (B-A)	Taux d'exécution du budget (B/A)
Fourniture d'eau	12,64	12,87	0,23	102%
Entretien et réparation mat. Mach. Engins	122,50	127,59	5,09	104%
Assurance décès emprunteur	50,68	51,13	0,46	101%
Frais de Swift	15	16	1	107%
Frais de communications	909,04	953,98	44,93	105%
Autres charges diverses d'exploitation	727,08	805,55	78,47	111%
Taxes spéciales d'équipements	43,20	51,76	8,56	120%
Divers Impôts à payer	5,00	23,59	18,59	472%
Bonus de performance	3 110,60	3 967,60	857	128%
Autres assurances complémentaires	21,81	26,81	5	123%
Total	5 018	6 037	1 019	

II.4 Vérification des indemnités et autres rémunérations versées aux dirigeants sociaux

La note circulaire n°001-2011 du Premier ministre, relative à l'harmonisation des conditions de service et de rémunérations des dirigeants sociaux des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique majoritaire, prise le 15 juillet 2011, fixe le plafond des rémunérations allouées au Président du Conseil d'Administration et aux Directeurs Généraux à FCFA 3,3 millions et FCFA 4,3 millions et le plafond des indemnités versées aux Administrateurs à titre de jetons de présence à FCFA 3 millions.

Il ressort de nos vérifications qu'au titre de l'exercice 2020, les indemnités versées au Président du Conseil d'Administration, les jetons de présence accordés aux administrateurs et les rémunérations du Directeur Général n'ont pas excédé les seuils maximums précités.

II.5 Vérification du respect de la réglementation sur les passations de marché public

En notre qualité de Commissaires Aux Comptes, conformément à la note 123 MEF/DGE/DPP/KGA du 23 février 2008 de la Direction de la Privatisation et des Participations, complétée par l'article 3 de l'Arrêté N° 200/MEF/DGBF/DMP du 21 avril 2010, il nous appartient d'informer de la mise en application ou non par les sociétés d'Etat des dispositions du Code des Marchés Publics.

Ces dispositions imposent que tout marché public passé par une société d'Etat ne soit attribué qu'après une procédure d'appel à concurrence avec obligation de :

- faire valider les dossiers d'appel d'offre par la direction générale du portefeuille de l'Etat (DGPE) avant leur publication dans les supports autorisés pour les marchés supérieurs au seuil de référence de FCFA 100 millions ;
- constituer une commission d'ouverture et de jugement des offres (COJO) dont la composition est définie par le code des marchés publics, qui procédera à attribution du marché ; les propositions d'attribution de la COJO devant faire l'objet de validation par la Structure administrative chargée des Marchés Publics pour les marchés supérieurs à FCFA 300 millions ;
- et faire approuver tous les marchés publics par le Conseil d'Administration, étant entendu que le Conseil peut déléguer cette compétence au Directeur Général selon un seuil qu'il fixe par délibération.

Les contrôles réalisés par nos soins sur les marchés passés par appel d'offre restreint ont mis en évidence le fait que trois marchés ont été exécutés sans l'approbation du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale. Ce sont :

En millions de FCFA

Nº	Nom des prestataires	Nature des prestations		Montants
1	EDIPAD	Entretien Immeuble d'exploitation	Lot 3: Abidjan Centre 3	19
2	NOCANA	Entretien Immeuble d'exploitation	Lot 4: Abidjan Centre 4	14
3	YELI GROUP	Entretien Immeuble d'exploitation	Lot 8: Abidjan Péphérique	8

Par ailleurs, nous tenons à vous signaler que les marchés suivants ont fait l'objet « d'entente directe » comme mentionné dans le tableau ci-après :

En millions de FCFA

Nom des Prestataires	Nature des prestations	Montants
OMOA CI	GAB Mono fonction	356
OMOA CI	GAB Multifonction	189
MYKED-CI	Installation d'équipements de télégestion et d'optimisation d'énergie pour 5 agences abidjan+21 agences	250
ITEA GROUP	Ameublement (bureaux, banquettes, chaises, stores, tables, Grilles, kichnet etc.) - Matériel et mobilier de bureaux des 7 nouvelles agences (BONON, DABOU, BASSAM, ZONE 3, M'POUTO, SOUBRE, RIVIERA 3)	142
OPTIMA	Rayonnage mobile	128
MANUTENTION AFRICAINE	Groupes Electrogènes 88 KVA	108
INTELSA AFRICA	Equipements GFA	98
ATC COMAFRIQUE	Matériels de transport	98
NEURONES TECHNOLOGIES	Firewall, Routeurs, switch	89
MEDITEC	Baies de stockage & Serveurs	81
SRHFIRST	Pointeuses badgeuses horaire et badges (RH)	80
EXOMEDIA	Ordinateurs fixes	74
COGITECH	Bornes multiservices & bornes remise de chèques	65
CASHDEV AFRICA	Bornes dépôt espèces	55
EPTTP, OT SERVICES, MYKED	Travaux d'aménagement des 06 nouvelles agences BNI	390
BVR TECHNOLOGIE - AEG SERVICES	Travaux de sécurité des 06 nouvelles agences BNI	128
CMS, MEGA FROID, NATIO TECHNOLOGIES, LGG TECHNOLOGIE	Travaux de câblage courants forts et faibles des six nouvelles agences BNI et aménagement agence digitale	216
SOGELUX, BATIPLUS	Matériels électricité pour les travaux de câblage courants forts et faibles des six nouvelles agences BNI	53
MYKA SA	Travaux de construction du centre intégré	366
ADS	Travaux de menuiserie et aluminium	112
MORISS GROUP	Matériel et équipement du centre intégré	106
FAN ARCHI	Honoraires Architecture	59
PRESTATAIRES DIVERS	Aménagements agence professionnelle boulevard de Marseille / VGE	245
TOTAL (marchés supérieurs à 50 millions FCFA)		3 488
TOTAL (autres marchés)		964
TOTAL		4 452

III. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé à l'évaluation du gouvernement d'entreprise, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque. Notre revue du contrôle interne avait essentiellement pour objectif d'orienter nos travaux d'audit des états financiers. Ne consistant pas en une étude approfondie de l'organisation, elle n'a donc pas nécessairement mis en évidence toutes les faiblesses de l'organisation actuelle.

Notre examen a toutefois mis en évidence des axes d'améliorations qui font l'objet d'un rapport distinct adressé à la Direction de la Banque, conformément à l'article 8 de la circulaire n°004-2011/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédits de l'UMOA.

Les Commissaires aux Comptes

Goodwill Audit & Consulting



Abou-Bakar Ouattara
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Ernst & Young, S.A.



Arielle-Inès Séri Bamba
Expert-Comptable Diplômée
Associée

Annexe 1 : Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée,

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code d'éthique et de déontologie des experts-comptables de Côte d'Ivoire, ainsi qu'aux règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes ;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- nous faisons preuve de Jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et retendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournit une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons de éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspects de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;
- nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous sommes conformes aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil d'Administration, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéants, au Conseil d'Administration ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre & donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et réévaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont et correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;

- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les évènements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours de l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.



BILAN DESTINE A LA PUBLICATION

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092
CI B
V
LC

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2019	31/12/2020
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	230 982	131 799
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	135 950	194 555
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	5 695	8 469
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	383 646	489 385
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	12 821	15 304
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	590	590
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	12 598	101 499
9	COMPTES DE REGULARISATION	11 532	14 396
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	4 653	4 653
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	475	475
12	PRETS SUBORDONNES	308	322
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 943	4 847
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 262	25 074
	TOTAL DE L'ACTIF	824 455	991 368

EY

VISA POUR L'ENTREPRISE
ACTION



BILAN DESTINE A LA PUBLICATION

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CI B LC

POSTE	PASSIF	(en millions de F CFA)	
		31/12/2019	31/12/2020
1	BANQUES CENTRALES, CCP	-	-
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	10 073	12 254
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	771 359	881 753
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIFS	4 180	8 886
6	COMPTES DE REGULARISATION	10 717	23 500
7	PROVISIONS	10 153	6 382
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	17 972	58 593
10	PRIMES LIEES AU CAPITAL	20 500	25 359
11	RESERVES	8 984	15 141
12	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
13	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
14	REPORT A NOUVEAU (+/-)	22 106	8 287
15	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	10 594	17 396
16	TOTAL DU PASSIF	824 455	991 368





HORS BILAN DESTINE A LA PUBLICATION

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092
CI B
LC

HORS BILAN		(en millions de F CFA)	
POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2019	31/12/2020
	ENGAGEMENTS DONNES	59 685	73 992
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	238	462
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	59 447	73 530
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	ENGAGEMENTS RECUS	764 014	918 233
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	137	-
5	ENGAGEMENT DE GARANTIE	763 878	918 233
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-





COMpte de résultat destiné à la publication

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092
CIB

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS 31/12/2019	MONTANTS NETS 31/12/2020
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILÉS	-	29 869
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILÉES	9 187	-
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	358	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	12 910	17 253
5	COMMISSIONS (CHARGES)	437	508
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	242	-
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	-	2 499
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	922	-
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	954
10	PRODUIT NET BANCAIRE	35 331	51 971
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	-
12	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	20 413	-
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	3 444	4 873
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 474	20 097
15	COÛT DU RISQUE	-	2 022
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	9 452	17 438
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	1 177	7
18	RESULTAT AVANT IMPÔT	10 629	17 431
19	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-	35
	RESULTAT NET	10 594	17 396

(en millions de F CFA)			
POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS 31/12/2019	MONTANTS NETS 31/12/2020
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILÉS	-	29 869
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILÉES	9 187	-
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	358	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	12 910	17 253
5	COMMISSIONS (CHARGES)	437	508
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	242	-
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	-	2 499
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	922	-
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	954
10	PRODUIT NET BANCAIRE	35 331	51 971
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	-
12	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	20 413	-
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	3 444	4 873
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 474	20 097
15	COÛT DU RISQUE	-	2 022
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	9 452	17 438
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	1 177	7
18	RESULTAT AVANT IMPÔT	10 629	17 431
19	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-	35
	RESULTAT NET	10 594	17 396



BANQUE NATIONALE
D'INVESTISSEMENT

REGLES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

Annexe 4.1

ETAT : COTE D'IVOIRE

DATE D'ARRETE :

ETABLISSEMENT : BNI

2020 - 12 - 31

A0092

V
CIB
LC

A-DECLARATION DE CONFORMITE AU PLAN COMPTABLE DE L'UMOA

- OUI, CONFORME AU PLAN COMPTABLE UMOA

B-INDICATION DES REGLES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

- APPLICATION DU PLAN COMPTABLE BANCAIRE REVISE, ENTRE EN VIGUEUR LE 01/01/2018





BNI

ANGLAISE NATIONALE
D'INVESTISSEMENT

ETAT DES DEROGATIONS

Annexe 4.2

ETAT : COTE D'IVOIRE

DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI

A0092

CIB

V
LC

INDICATION DE DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
A-DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX	N/A	N/A
B-DEROGATIONS AUX REGLES ET METHODES D'EVALUATION	N/A	N/A
C-DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE	N/A	N/A



ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Annexe 4.3

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

A0092

CL B

ETABLISSEMENT : BNI

V
LC

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
A-CHANGEMENTS AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION	N/A	N/A
B-CHANGEMENTS AFFECTANT LES REGLES DE PRESENTATION	N/A	N/A





CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILES

Annexe 4.4						
ETAT : COTE D'IVOIRE		ETABLISSEMENT : BNI				
DATE D'ARRETE :		A0092 V 2020 - 12 - 31 C1 B LC				
(en millions de FCFA)						

CREANCES	Banques centrales ,CCP	Banques dans l'UMOA	Autres Etablissement de credit et assimiles dans l'UMOA	Banques reste du monde	Institutions financieres internationales ou etrangeres	TOTAL au 31/12/2020	TOTAL au 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	144	5 233	-	564	-	5 941	5 668
PRETS	-	2 502	-	-	-	2 502	1
Comptes et prêts au jour le jour	-	1	-	-	-	1	1
Prêts à terme	-	2 500	-	-	-	2 500	-
VALEURS RECUES EN PENSION LIVREE	-	26	-	-	-	26	26
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	26	-	-	-	26	26
Valeurs reçues en pension à terme	-	-	-	-	-	-	-
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL AVANT DEPRECIATIONS	144	7 761	-	564	-	8 469	5 695
Dont admissible au refinancement de la BCEAO	-	-	-	-	-	-	-
DEPRECIATIONS	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL APRES DEPRECIATIONS	144	7 761	-	564	-	8 469	5 695



CREANCES SUR LA CLIENTELE

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :
2020 - 12 - 31

Annexe 4.5

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CLB LC

(en millions de FCFA)

CREANCES	Etat et assimilés	ISBLISM	Sociétés Financières	Particuliers	Autres	TOTAL au 31/12/2020	TOTAL au 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	11 669	445	454	1 538	25 743	39 848	37 478
PRETS A TERME	21 292	14 144	956	118 597	283 024	438 013	330 640
OPERATIONS DE PENSION LIYREE	-	-	-	-	-	-	-
OPERATIONS DE LOCATION -FINANCEMENT	-	-	-	-	-	-	-
AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-	-
CREANCES EN SOUFFRANCE	760	1 390	-	14 003	64 069	80 318	81 899
TOTAL AVANT DEPRECiations	33 720	15 979	1 410	134 137	372 837	558 178	450 017
Dont admissible au refinancement de la BCEAO	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	520	924	96	12 746	54 508	68 793
TOTAL APRES DEPRECiations	33 201	15 055	1 314	121 391	318 328	489 385	383 646



BNI

Banque Nationale
du Niger

EFFET PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE, ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE									
Annexe 4.6									
ETAT : COTE D'IVOIRE		ETABLISSEMENT : BNI							
DATE D'ARRETE :		2020 - 12 - 31		V LC					
(en millions de FCFA)									

TITRES	31/12/2020			31/12/2019		
	Effets publics et assimilés	Autres obligations et titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Effets publics et assimilés	Autres obligations et titres à revenu fixe
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	-	-	-	590	-	-
Dont coté	-	-	-	-	-	-
PORTEFEUILLE DE PLACEMENT ET DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	194 555	15 304	-	209 859	-	148 771
BRUT	194 555	15 304	-	209 859	-	148 771
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur Obligation et autres titres à revenu fixe-Titres de placement	-	-	-	-	-	-
NET	194 555	15 304	-	209 859	-	148 771
Dont coté	-	-	-	-	-	-
PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
BRUT	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
NET	-	-	-	-	-	-
Dont coté	-	-	-	-	-	-
TOTAL	194 555	15 304	590	210 450	-	148 771
					590	149 362





TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS

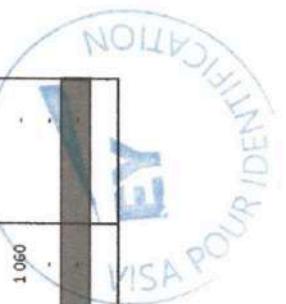
ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

Annexe 4.7

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CL B LC

							(en millions de FCFA)				
DENOMINATION DE LA SOCIETE EMETTRICE	type d'implantation	cote / non coté	secteur d'activité	Capital social	pourcentage de détention	Prix d'acquisition	VNC 12/2020	VNC 2019	VNC 2018	Produits générés sur l'exercice	
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES				800			531	475	475	147	
TITRES DE PART-BNI FINANC	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	200	100%	200	200	200	200	147	
TITRES BNI-GESTION	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	500	55%	275	275	275	275	-	
TITRE DE PART COFIMAP	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	100	56%	56	-	-	-	-	
TITRES DE PARTICIPATIONS				135 573			5 240	4 653	4 652	148	
TITRE DE PARTICIP-BHCI	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	6 776	5%	372	137	137	137	-	
TITRES AFFREXIM BANK	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	53 716	2%	1 208	1 208	1 208	1 208	69	
TITRES CRRIH-UEOMA (BOA)	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	9 144	1%	100	100	100	100	-	
TITRES/PART LA LOYALE VIE	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	1 500	40%	600	600	600	600	-	
TITRES CTMI-UEMOA	COTE D'IVOIRE	NC	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	9 529	3%	266	266	266	266	-	
TITR PARTIC. SOCOPRIM	COTE D'IVOIRE	NC	IMMOBILIER	18 367	7%	1 200	1 200	1 200	1 200	76	
AUDIT CONTROLE ET EXPERTI	COTE D'IVOIRE	NC	EXPERTISES COMPTABLE	300	25%	75	75	75	75	-	
TITR PARTIC.AUT.CFAQ	COTE D'IVOIRE	NC	AUTOMOBILE	9 069	0%	6	6	6	6	3	
TITR PARTIC.ETS.GONFREVIL	COTE D'IVOIRE	NC	TEKTIKE	3 885	0%	3	-	-	-	-	
TITR PARTIC.BIVAC-SCAN CI	COTE D'IVOIRE	NC	SECURITE	800	20%	160	-	-	-	-	
TITR PARTIC. SCIE SA	COTE D'IVOIRE	NC	IMMOBILIER	687	4%	30	-	-	-	-	
TITR PARTIC.ENTREP.SUCAF	COTE D'IVOIRE	NC	ENTREPRISES COMMERCIALE	21 200	5%	1 060	1 060	1 060	1 060	-	
AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	COTE D'IVOIRE	NC	IMMOBILIER	600	25%	150	-	-	-	-	





IMMobilisations INCORPORELLES ET CORPORELLES

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETÉ :

2020 - 12 - 31

Annexe 4.8

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CI B LC

(en millions de FCFA)

IMMobilisations	Montant initial ou élu de l'immobilisation	Montants initiaux de l'exercice	Créances sur les créanciers de l'exploitation	Montant total des immobilisations	Amortissements / Dépréciations:			Montant initial de l'exercice
					En début d'exercice	Débits	Résultat	
IMMobilisations incorporelles								
Immobilisation incorporelle d'Exploitation	10 885	3 043	751	13 627	13 552	38 308	49	42 598
Immobilisation corporelle d'Exploitation	45 869	9 776	3 670	51 976	23 177	7 596	1 322	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	45 240	4 274	360	49 154	30 710	-	3 004	46
Immobilisations corporelles en cours d'exploitation	628	5 504	3 310	2 822	-	-	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles d'exploitation	-	-	-	-	30 569	3 004	-	33 593
Dépréciation des immobilisations corporelles d'exploitation	-	-	-	-	121	-	46	75
Immobilisations destinées aux opérations de location simple	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en sourdine sur les opérations de location simple	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations non louées	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMobilisations corporelles et incorporelles hors exploitation								
Immobilisation incorporelle hors Exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelle hors Exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles acquises par réalisation de garantie	1 706	-	-	1 706	1 052	65	-	1 117
Immobilisations corporelles acquises par réalisation de garantie	7 455	867	-	8 323	1 352	205	-	1 557
								6 766





ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILÉS

Annexe 4.9				
ETABLISSEMENT : BNI				
A0092 V				
CI B LC				
(en millions de FCFA)				
DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES				
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	Banques centrales - CCP	Banques dans l'UMOA	Autres Etablissements de crédit et assimilés dans l'UMOA	Banques reste du monde
EMPRUNTS	-	-	5 761	4 640
Emprunts au titre s du marché monétaire	-	-	-	-
Emprunts au jour le jour	-	-	-	-
Emprunts à terme	-	-	-	-
VALEUR DONNEES EN PENSION LIVREE	-	-	-	-
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-	-	-
Valeurs données en pension à terme	-	-	-	-
TOTAL	5 761	4 640	1 853	12 254
				10 072

	Dettes financières internationales ou étrangères	Total au 31/12/2020	Total au 31/12/2019
DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS			
EMPRUNTS			
Emprunts au titre s du marché monétaire	-	-	-
Emprunts au jour le jour	-	-	-
Emprunts à terme	-	-	-
VALEUR DONNEES EN PENSION LIVREE	-	-	-
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-	-
Valeurs données en pension à terme	-	-	-
TOTAL	5 761	4 640	1 853
		12 254	10 072



DEPOT DE LA CLIENTELE

Annexe 4.10

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092
V
CIB
LC

(en millions de FCFA)

DEPOTS	Estat et assimiles	ISBLSM	Sociétés Financières	Particuliers	Autres	TOTAL au 31/12/2020	TOTAL au 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	361 835	7 920	2 857	47 403	161 874	581 888	505 968
COMPTES ET DEPOTS A TERME	131 607	3 072	3 271	12 988	26 999	177 936	155 747
OPERATION DE PENSION LIVREE	-	-	-	-	-	-	-
COMPTE D'EPARGNE A REGIME SPECIAL	16	139	1	96 686	1 215	98 056	81 237
AUTRES DEPOTS	2 775	395	60	393	20 250	23 872	28 408
TOTAL	496 233	11 525	6 189	157 469	210 337	881 753	771 359



DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE, EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES

Annexe 4.11

ETAT : COTE D'IVOIRE DATE D'ARRETE :	2020 - 12 - 31
ETABLISSEMENT : BNI A0092 CIB	V LC

DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE , EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES					
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE , EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES					
Emprunts obligataires					
Autres dettes					
EMPRUNT ET TITRES EMIS SUBORDONNES					
A durée déterminée					
A durée indéterminée					
TOTAL					



DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

Annexe 4.12

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CIB LC

(en millions de FCFA)

DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	31/12/2019	Dotations	Reprises		31/12/2020
			Sans objet	Autres	
DEPRECIATIONS	73 085	2 716	-	-	75 531
créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
créances sur la clientèle	66 481	2 582	-	-	68 793
titres de placements	-	-	-	-	-
titres de participations et assimilés	634	-	-	-	634
Autres actifs	5 970	134	-	-	6 104
PROVISIONS	6 886	-	-	505	6 382
risques d'exécution d'engagements par signature sur Etablits de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
risques d'exécution d'engagements par signature sur Clientèle	5 913	-	-	171	5 742
pension de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Autres risques et charges	974	-	-	334	640



VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Annexe 4.13

ETAT : COTE D'IVOIRE DATE D'ARRETE :	2020 - 12 - 31	ETABLISSEMENT : BNI A0092 CI B	V LC
---	----------------	--------------------------------------	---------

CAPITAUX PROPRES	CAPITAL	Primes d'émission et de fusion	Réserve, report à nouveau , résultat	Capitaux propres
				(en millions de FCFA)
Capitaux propres au 31/12/2018	20 500	-	-	14 117
Ajustement de début de période	-	-	-	15 723
Capitaux propres au 1/01/2019	20 500	-	22 106	1 606
Augmentations/ réduction de capital	-	-	-	-
Résultat de la période	-	-	10 594	10 594
Distribution de dividendes	-	-	-	-
Autres mouvement	-	-	8 984	8 984
Capitaux propres au 31/12/2019	20 500	-	2 528	17 972
Ajustement de début de période	-	-	3 225	3 225
Capitaux propres au 1/01/2020	20 500	-	697	21 197
Augmentations/ réduction de capital	4 859	15 141	-	20 000
Résultat de la période	-	-	17 396	17 396
Distribution de dividendes	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
BILAN au 31/12/2020	25 359	15 141	18 093	58 593

VISA POUR / DENTIFICATION



REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

ETAT : COTE D'IVOIRE		DATE D'ARRETE :		Annexe 4.14	
2020 - 12 - 31		A0092	V	C1 B	LC

(montants en millions de FCFA)					
Montant du capital	25 359	NATIONALITE	ADRESSE	NOMBRE DE TITRES DETENUS	Part du capital
Montant du capital souscrit et non appelle	-				
Valeur nominale des titres	10 000				
IDENTITE DES ACTIONNAIRES OU ASSOCIES				31/12/2019	Pourcentage de droit de vote
Personnes Morales		IVOIRIENNE	Imm. SCIAM, 18 ème étage ,Plateau Abidjan - Côte d'Ivoire.	2 050 000	81%
Dont ETAT	COTE D'IVOIRE	IVOIRIENNE	Av. Lambin Plateau 01 BP 317 Abidjan 01	2 050 000	81%
Dont organismes publics	CNPS	IVOIRIENNE	-	485 885,00	19%
Personnes physiques hors salariés					
Salariés					
TOTAL				2 050 000	100%

VENTILATION DES EMPLOIS ET RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

Annexe 4.15

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 **V**
CI B **LC**

EMPLOIS/RESSOURCES	Moins de 1 mois	1 Mois à 3 Mois	3 Mois à 1 an	1 An à 5 ANS	Plus de 5 Ans	TOTAL au
						31/12/2020
ACTIF						
CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	8 469	-	-	-	-	8 469
CREANCES CLIENTELE	171 004	31 650	76 585	144 212	65 935	489 385
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	15 304	-	-	-	-	15 304
TITRES DE TRANSACTION	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	-	-	-	-	-	-
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
TOTAL	194 777	31 650	76 585	144 212	65 935	513 159
PASSIF						
DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	12 254	-	-	-	-	12 254
DETTES A LEGARD DE LA CLIENTELE	800 183	51 081	22 058	6 390	2 041	881 753
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	812 438	51 081	22 058	6 390	2 041	894 007



OPERATIONS EN DEVISES

Annexe 4.16

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CIB LC

(en millions de FCFA)

DEVISES	31/12/2020		31/12/2019	
	ACTIF	PASSIF	DEVISES A RECEVOIR	ACTIF
EUR	27 142,57	27 142,57	-	16 158,04
USD	1 296,70	1 296,70	-	541,45
GBP	-	-	-	-
TOTAL	28 439,26	28 439,26	-	16 699,49
				16 699,49



ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET DE GARANTIES

Annexe 4.17

ETAT : COTE D'IVOIRE

DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI

A0092

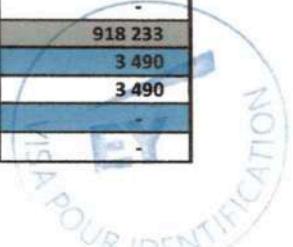
V

CI B

LC

(en millions de FCFA)

	ENGAGEMENTS	31/12/2019	31/12/2020
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES		59 685	73 992
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONN		238	462
Engagements de financement en faveur d'établissements de		-	-
ENG DE FIN EN FAV ETS DE CREDI		-	-
OUVERTURE LIGNE D'ESCOMPTE		-	-
ACCORD DE REFINANCEMENT		-	-
FACILITES DE FINANCEMENT RENOUV		-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	238	462	
Crédit documentaires import	118	284	
OUV/CRED IMP N CONF VUE CLIENT	118	284	
OUV/CRED IMP N CONF VUE BQ	-	-	
OUV/CRED IMP N CONF ACCEPT CLI	-	-	
OUV/CRED IMP N CONF ACCEPT BQ	-	-	
Acceptations ou engagements à payer	120	179	
ACCEPT IMPORT CONF. A PAYER CLT	120	179	
ACCEPT IMPORT CONF. A PAYER BQ	-	-	
ACCEPT IMPORT NOT. A PAYER CLT	-	-	
ACCEPT IMPORT NOT. A PAYER BQ	-	-	
Autres engagements de financements donnés	59 447	73 530	
Engagements de garanties d'ordre d'établissements de crédit	14 484	14 484	
Confirmation d'ouvertures de Crédits documentaires	-	-	
CONF OUV CREDOC ETS	-	-	
OUV/CRED IMP CONF A VUE BQ	-	174	
OUV/CRED EXP CONF ACCEPT BANQUE	-	-	
OUV/CRED EXP N CONF ACCEP BANQUE	-	-	
OUV/CRED IMP CONF ACCEPT BQ	-	174	
Acceptations ou engagements à payer	-	-	
ACCEPTATIONS A PAYER ETS CRD	-	-	
DEBITEUR ACCEPT CREDOC EXP	-	-	
BENEF ACCEPT CREDOC EXP NOTIF	-	-	
Autres engagements donnés	14 484	14 484	
Garanties accordées à un organisme de titrisation de créances	-	-	
Autres garanties données	14 484	14 484	
Garanties d'ordre de la clientèle	44 963	59 046	
Obligations cautionnées	78	100	
Cautions avals et autres garanties données	38 922	53 165	
Garanties de remboursement de crédits	-	-	
Garanties accordées à un organisme de titrisation de créances	31	-	
Autres engagements donnés	5 932	5 782	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	764 014	918 233	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	137	-	
Engagements de financement reçus d'établissements de cré	137	-	
Engagements de financement reçus d'établissements de cré	137	-	
ENG FIN RECUS DES ETS DE CREDIT	-	-	
OUVERTURE LIGNE D'ESCOMPTE	-	-	
FONDS STABEX	137	-	
ACCORD DE REFINANCEMENT RECU	-	-	
FACILITES DE FINANCEMENT RENOUV	-	-	
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-	
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	763 878	918 233	
Garanties reçues d'établissements de crédit	1 162	3 490	
Cautions, avals et autres garanties reçues d'établissements de cr	1 162	3 490	
Garanties reçues de la clientèle	1 302	-	
Cautions reçues	1 302	-	



Cautions solidaires	-	-
Avals reçus	-	-
Lettres de garantie reçues	-	-
Nantissement et gages reçus	761 414	914 743
NANTISSEMENT	60 463	77 195
GAGES RECUS	1 500	1 500
GAR RECU	1 500	1 500
CAUTIONS RECUES ETS CREDIT	-	-
AVALS RECUS ETABLISSEMENT CREDIT	-	-
GTIE RC/AVOIRS ETS CREDIT	-	-
GAR RECU	-	-
DELEGATIONS DE POLICES D'ASSURANCES RECUES	-	-
HYPOTHEQUES RECUES	-	-
Hypothèque résidentiel	-	-
Hypothèque sur autres financement	-	-
Autres Garanties reçues	699 451	836 049





VALEURS ET SURETTES RECUES / DONNEES EN GARANTIE

Annexe 4.18

D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31
A0092
CI B

ETABLISSEMENT : BNI

V
LC

(en millions de FCFA)

VALEURS ET SURETTES RECUES EN GARANTIE	VALEUR NETTE COMPTABLE	RUBRIQUE DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CREANCES OU ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS DONNES COUVERTS
EFFECTS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	4 115	91498/201/202/203/204/205/251/	121 192
AUTRES TITRES	121 679	91491/903/911/913	124 906
HYPOTHEQUES	111 781	91497/	84 574
TOTAL	237 574		330 671

VALEURS ET SURETTES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR NETTE COMPTABLE	RUBRIQUE DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU ENGAGEMENTS RECUS	MONTANT DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS RECUS COUVERTS
EFFECTS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	-	91498/201/202/203/204/205	
AUTRES TITRES	-	/902/904/912/914	
HYPOTHEQUES	-	201/202/203/204/9139	
TOTAL	-		



COUT DU RISQUE

Annexe 4.19

ETAT : COTE D'IVOIRE

DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092
CI B
V
LC

(en millions de FCFA)

COUT DU RISQUE	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS			
Dotations nettes pour dépréciations	-	-	-
Pertes non couvertes par des dépréciations	-	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE			
Dotations nettes pour dépréciations	16 828	-	2 701
Pertes non couvertes par des dépréciations	-	16 828	2 842
Récupérations sur créances amorties	-	-	-
AUTRES RISQUES			
	5 832	679	303

EVOLUTION DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE



Annexe 4.20

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

A0092

CIB

ETABLISSEMENT : BNI
V
LC

(en millions de FCFA)

ELEMENTS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020					
				31/12/2020	31/12/2020			
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES								
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE								
Produits net bancaires	31 987	35 331	51 971					
Résultat d'exploitation	6 348	9 452	17 438					
Impôts sur le résultat	- 35	- 35	35					
Résultat net	6 383	10 594	17 396					
RESULTAT PAR ACTION								
Résultat net par action ou part sociale	- 6 383	- 10 594	- 17 396					
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	-	-					
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE								
Rémunérations brutes de l'exercice	8 024	10 478	12 080					
Avantages sociaux versés aux personnels	-	-	-					
Participations et intérêssement	-	-	-					
Effectif moyen au cours de l'exercice	595	626	641					



INFORMATIONS SECTORIELLES

Annexe 4.21

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 **V**
CI B **LC**

(en millions de FCFA)

	ETAT DU DECLARANT	AUTRES ETATS DE L'UMOA	AUTRES RESIDENTS UMOA	RESTE DU MONDE	TOTAL 31/12/2020	TOTAL 31/12/2019
BILAN						
Actif	988 621	1 226	-	1 521	991 368	824 455
Passif	982 680	4 439	-	4 249	991 368	824 455
HORS BILAN						
Engagements donnés	73 854	5	-	133	73 992	59 685
Engagements reçus	912 664	3 649	-	1 920	918 233	764 014
COMPTE DE RESULTAT						
Produit net bancaire	51 971	-	-	-	51 971	35 331



INFORMATIONS SECTORIELLES

Annexe 4.21

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092
CI B
LC

(en millions de FCFA)

	ETAT DU DECLARANT	AUTRES ETATS DE L'UMOA	AUTRES RESIDENTS UMOA	RESTE DU MONDE	TOTAL 31/12/2020	TOTAL 31/12/2019
BILAN						
Actif	988 621	1 226	-	1 521	991 368	824 455
Passif	982 680	4 439	-	4 249	991 368	824 455
HORS BILAN						
Engagements donnés	73 854	5	-	133	73 992	59 685
Engagements reçus	912 664	3 649	-	1 920	918 233	764 014
COMPTE DE RESULTAT						
Produit net bancaire	51 971	-	-	-	51 971	35 331

REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS	
Annexe 4.22	
ETAT : COTE D'IVOIRE	
DATE D'ARRETE :	

ETABLISSEMENT : BNI	
2020 - 12 - 31	A0092
	CI B

V	
LC	

	31/12/2019	31/12/2020
REMUNERATIONS ET AVANTAGES		
REMUNERATIONS BRUTES Y COMPRIS LES INDEMNITES DE FONCTION ET LES AVANTAGES EN NATURE	5 449	12 080
Rémunérations brutes	5 449	12 080
Indemnité de fonction	-	-
Avantage en nature	-	-
PAIEMENTS A BASE D'ACTIONS		
Nombre d'actions	-	-
Valorisation de l'action au 31/12	-	-
Nombre d'options non exercées au 31/12	-	-
Valorisation de l'action au 31/12	-	-
AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI	1 050	1 282
Indemnité de fin de carrière	141	85
Régime de retraite à cotisation définies	909	1 196
ASSURANCE MALADIE	494	577
AUTRES AVANTAGES	N/A	N/A

(en millions de FCFA)



PRETS, AVANCES ET GARANTIES ACCORDES AUX DIRIGEANTS

Annexe 4.23

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CIB LC

{en millions de FCFA}

PRETS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITE DU BENEFICIAIRE	MONTANT		TAUX D'INTERET	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
PRET PACK RELANCE	CHEF DE DEPARTEMENT	20 000 000	6 031 905	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT	92 617	92 617	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT	11 053 112	4 754 398	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT	1 256 889	1 256 889	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT	50 000 000	15 779 687	4%	OUI
PRET PACK RELANCE	DIRECTEUR	20 000 000	6 031 905	4%	OUI
PRET EQUIPEMENT	DIRECTEUR	20 000 000	5 742 296	4%	OUI
RALLONGE PRÊT IMMOBILIER	DIRECTEUR	851 823	851 823	4%	NON
PRET IMMOBILIER COMPLEMENTAIRE	DIRECTEUR	20 000 000	11 994 951	4%	NON
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR	35 000 000	8 846 161	4%	NON
PRET A LA CONSOMMATION	DIRECTEUR	10 500 000	7 960 824	4%	OUI
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR	953 679	953 679	4%	NON
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR	38 000 000	9 274 923	4%	NON
PRET PACK RELANCE	DIRECTEUR	20 000 000	6 031 905	4%	OUI
PRET IMMOBILIER COMPLEMENTAIRE	DIRECTEUR	26 000 000	15 284 501	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CONSEILLER DIRECTEUR GENERAL	70 000 000	30 609 045	4%	NON
PRET RESTRUCTURE	DIRECTEUR / BENEFICIE D'UNE MIS EN DISPONIBILITE	4 061 447	4 061 447	4%	OUI
PRET RESTRUCTURE	DIRECTEUR / BENEFICIE D'UNE MIS EN DISPONIBILITE	45 671 871	45 671 871	4%	OUI
PRET RESTRUCTURE	DIRECTEUR / BENEFICIE D'UNE MIS EN DISPONIBILITE	35 289 686	35 289 686	4%	OUI
PRET EQUIPEMENT	DIRECTEUR	28 000 000	8 039 255	4%	OUI
PRET IMMOBILIER	SECRETAIRE GENERAL	53 500 000	24 537 203	4%	NON
PRET IMMOBILIER COMPLEMENTAIRE	SECRETAIRE GENERAL	13 600 000	8 013 638	4%	NON
RACHAT DE CRÉDIT CONSOMMATION	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	48 000 000	32 221 509	4%	NON
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR	50 000 000	38 025 535	4%	NON
PRET VEHICULE	CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU	30 000 000	9 047 860	4%	OUI
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR	30 000 000	17 481 649	4%	NON
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR	30 000 000	8 169 783	4%	NON
PRET PACK RELANCE	CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU	12 000 000	3 619 177	4%	OUI
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU	477 618	477 618	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU	19 000 000	2 002 679	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU	48 300 000	19 651 600	4%	NON
RALLONGE PRÊT IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU	1 214 154	1 214 154	4%	NON
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR	28 000 000	21 301 401	4%	NON
PRET IMMOBILIER	CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU	35 000 000	12 777 311	4%	NON
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR GENERAL BNI FINANCES	15 000 000	4 973 945	4%	NON
PRET IMMOBILIER	DIRECTEUR GENERAL BNI FINANCES	100 000 000	70 576 093	4%	NON



OPERATIONS REALISEES AVEC LES PARTIES LIEES

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

Annexe 4.24

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
CIB LC

(en millions de FCFA)

OPERATIONS	31/12/2020				31/12/2019			
	FILIALES	CO-ENTREPRISES	AUTRES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES	ENTITES LIEES AUX ADMINISTRATEURS ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	FILIALES	CO-ENTREPRISES	AUTRES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES	ENTITES LIEES AUX ADMINISTRATEURS ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES
ACTIF								
Priéts ,avances et titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Priéts	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	475	-	-	-	475	-	-	-
Autres actifs	590	-	-	-	416	-	-	-
TOTAL	1 065	-	-	-	891	-	-	-
PASSIF								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Compte ordinaires créditeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-
ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES								
engagements de financements donnés	-	-	-	-	-	-	-	-
engagements de garanties donnés	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUITS ET CHARGES								
intérêts et produits assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
commissions (produits)	-	-	-	-	-	-	-	-
Commissions (charges)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits	147	-	-	-	75	-	-	-
Autres charges	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	147	-	-	-	75	-	-	-



COMPTES DE LA CLIENTELE

Annexe 4.25

ETAT : COTE D'IVOIRE

DATE D'ARRETTE :

ETABLISSEMENT : BNI

2020 - 12 - 31

A0092

CIB

V

LC

(en nombre)

Nombre de comptes de la clientele	31/12/2019	31/12/2020
COMPTES COURANTS	132 828	140 912
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DE L'ETAT	132 487	140 548
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DE L'UMOA	144	150
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DE RDM	197	214
COMPTES D'EPARGNE	152 419	170 581
COMPTES A TERME	3 564	3 297
BON DE CAISSE	-	-
AUTRES COMPTES DE DEPOTS	3 180	3 584



RESEAU	
Annexe 4.26	
ETABLISSEMENT : BNI	
ETAT : COTE D'IVOIRE	2020 - 12 - 31
DATE D'ARRETE :	A0092
	CI B
	LC
(en nombre)	

RESEAU	31/12/2019	31/12/2020
GUICHET PERMANENTS	-	-
GUICHET PERIODIQUES	-	-
DISTRIBUTEURS GUICHET AUTOMATIQUES DE BANQUES	-	-
SUCCURSALES ET AGENCE A L'ETRANGER	117	131
BUREAUX DE REPRESENTATION	-	-



TABLEAU DES EFFECTIFS, DE LA MASSE SALARIALE ET DU PERSONNEL EXTERIEUR

Anexe 4.27

ETAT : COTE D'IVOIRE
DATE D'ARRETE :

2020 - 12 - 31

ETABLISSEMENT : BNI
A0092 V
C1B LC

(montants en millions de FCFA)

PERSONNEL PROPRE	EFFECTIFS												MASSE SALARIALE							
	ETAT DU DECLARANT		UMOA			RDM			TOTAL			ETAT DU DECLARANT	UMOA	RDM						
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
CADRES ET ASSIMILÉS	233	226	-	-	-	-	-	-	233	226	6 458	3 710	-	-	-	-	-	-	6 458	3 710
TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AGENTS DE MAÎTRISE	72	91	-	-	-	-	-	-	72	91	779	978	-	-	-	-	-	-	779	978
EMPLOYES ET OUVRIERS	19	-	-	-	-	-	-	-	19	-	148	7	-	-	-	-	-	-	148	7
TOTAL	324	317	-	-	-	-	-	-	324	317	7 386	4 695	-	-	-	-	-	-	7 386	4 695

PERSONNEL EXTERIEUR	EFFECTIFS												CHARGES TOTALES							
	ETAT DU		UMOA			RDM			TOTAL			CHARGES TOTALES	CHARGES TOTALES			CHARGES TOTALES				
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
CADRES ET ASSIMILÉS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AGENTS DE MAÎTRISE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EMPLOYES ET OUVRIERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-